

## Éditions OPHRYS et Association Revue Française de Sociologie

---

Exclusion, underclass, marginalidad: Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux Etats-Unis et en Amérique latine

Author(s): Didier Fassin

Reviewed work(s):

Source: *Revue française de sociologie*, Vol. 37, No. 1 (Jan. - Mar., 1996), pp. 37-75

Published by: [Éditions OPHRYS et Association Revue Française de Sociologie](#)

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/3321945>

Accessed: 08/06/2012 10:59

---

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at  
<http://www.jstor.org/page/info/about/policies/terms.jsp>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.



*Éditions OPHRYS et Association Revue Française de Sociologie* is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Revue française de sociologie*.

<http://www.jstor.org>

**Didier FASSIN**

## **Exclusion, underclass, marginalidad**

### ***Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine\****

#### **RÉSUMÉ**

Au cours de la période récente, l'apparition de nouvelles formes de pauvreté, fortement marquées par leur caractère urbain, a donné lieu à des modes spécifiques de désignation : *exclusion* en France, *underclass* aux Etats-Unis, *marginalidad* en Amérique latine. Si les causes et les mécanismes de cette réalité sociale ont fait l'objet de nombreux travaux, en revanche le phénomène de construction par lequel ces notions se sont imposées, les représentations de l'espace social qui les sous-tendent et les effets pratiques qui en résultent ont été peu étudiés. Le propos est ici, sur la base d'une approche comparative entre les trois contextes sociaux et intellectuels, de montrer l'évolution du sens que l'on a attribué à ces notions, des faits qu'elles nomment et qualifient, des enjeux dont elles ont fait l'objet ou qu'elles ont occultés. Il s'agit, en somme, d'analyser la nouvelle topologie sociale dont elles prétendent rendre compte et qu'elles contribuent à produire.

*L'idée de société est une puissante image, capable à elle seule, de dominer les hommes, de les inciter à l'action. Cette image a une forme : elle a ses frontières extérieures, ses régions marginales, sa structure interne... Toutes les expériences que font les hommes de structures, de marges ou de frontières sont un réservoir de symboles de la société.*

Mary Douglas, *De la souillure*, Paris, Maspero, 1981

La décennie quatre-vingt a été marquée, en de nombreux endroits du monde, par une aggravation des inégalités sociales et par l'apparition de ce que l'on a parfois appelé « la nouvelle pauvreté ». En France, la notion d'*exclusion* s'est progressivement imposée comme mode de désignation de ce phénomène. Aux Etats-Unis, le débat s'est focalisé sur l'émergence d'une *underclass*. En Amérique latine, c'est le terme de *marginalidad* qui

\* Ce travail est né de discussions avec Jorge León, dans le cadre du Programme interdisciplinaire de recherche sur les villes du CNRS. Il a ultérieurement bénéficié des com-

mentaires de Pierre Aïach, Eric Fassin et Alain Morice, ainsi que des suggestions de Mohamed Cherkaoui et de Patrice Mann.

a prévalu (1). Trois modes de désignation métaphorique qui traduisent certes des réalités différentes, mais relèvent également de manières distinctes de les lire. Trois systèmes d'interprétation qui renvoient à des représentations particulières de l'espace social et qui déterminent à leur tour, de façon relativement spécifique, des pratiques, des prises de position et des choix de politiques. C'est la comparaison de ces topologies symboliques de la pauvreté, fondées sur trois couples d'oppositions spatiales – dedans/dehors, haut/bas et centre/péphérie – qui constitue l'objet de ce texte. En fait, derrière les mots, c'est la construction sociale des inégalités dans trois ensembles historiques et culturels qu'il s'agit d'appréhender.

Passer d'un parallèle lexical à une comparaison sociologique n'est toutefois pas sans danger, à la fois parce que les faits auxquels renvoient les représentations de l'espace social diffèrent effectivement, et qu'en l'occurrence, les déterminants et les manifestations de la pauvreté ne sont pas les mêmes à Paris, à New York et à Quito (point de vue que l'on peut dire objectif), et parce que les procédures mentales de découpage du réel sont liées à des présupposés et à des référents à l'œuvre localement. Dans le cas présent, ce que désignent les Parisiens, les New-yorkais et les Quiéniens lorsqu'ils parlent des pauvres ne peut pas être considéré a priori comme superposable (point de vue que l'on peut qualifier de subjectif). Une double vigilance est donc nécessaire dans la mise en perspective des catégories et des figures à travers lesquelles est pensée la pauvreté (2). Elle l'est d'ailleurs non seulement dans la prise en compte des différences d'une culture nationale à une autre, mais également, pour un même pays, selon les variations dans le temps (en France, les pauvres du Moyen Age ne sont pas ceux de l'époque contemporaine, pas plus que les pauvres des années soixante ne sont ceux des années quatre-vingt) ou en fonction des positions individuelles (la pauvreté est perçue de façon différente selon le milieu auquel on appartient, la trajectoire sociale que l'on a parcourue,

(1) Pour désigner les trois mots (*exclusion, underclass, marginalidad*) et les représentations qui les sous-tendent, on parlera ici de « notions », dans la mesure où, malgré quelques tentatives de les théoriser, ces termes fonctionnent largement, tant dans le discours commun que dans le langage scientifique, comme des ensembles hétérogènes sans fondement théorique. L'usage, fréquent dans la littérature, du mot « concept » pour les qualifier est non seulement abusif d'un point de vue durkheimien, mais plus encore regrettable dans une perspective heuristique, puisqu'il laisse échapper la riche substance sociologique qui les constitue – substance qui fait précisément la matière de cet article. Dans la suite du texte, les trois mots ont été conservés dans leur langue (alors que, si « *underclass* » ne peut guère se traduire par « *sous-classe* », « *marginalidad* » donne sans

difficulté « marginalité »), de façon à rappeler qu'il s'agit des notions autochtones (permettant notamment, dans le second cas, de distinguer les usages du mot « *marginalidad* » spécifiques au débat latino-américain de l'utilisation du terme « *marginalité* » en dehors de ce contexte). Les guillemets, qui s'imposeraient logiquement, n'ont pas été maintenus pour alléger la lecture.

(2) Comme l'écrit Eric Fassin dans : « *Dans des genres différents : le féminisme au miroir transatlantique* » (1993) : « Les mots ne font pas que dévoiler une réalité, préexistante à toute construction culturelle, qui attendrait seulement d'être nommée. Les mots agissent en retour sur la réalité qu'ils transforment. La culture, ce ne sont pas des mots différents appliqués à des réalités identiques ; inextricablement liés, les mots et les choses sont ensemble définis culturellement ».

les idées politiques que l'on défend, les rapports que l'on a avec les institutions) (3). C'est donc à chaque instant à un effort de mise en contexte, ou plus exactement de mise en relation, qu'il faudra se livrer pour donner tout son sens à cet essai de topologie sociale comparée (4).

Malgré ses difficultés, l'entreprise vaut d'être tentée pour au moins deux raisons. Sur le plan méthodologique, il est indispensable, dès lors que l'on veut étudier ensemble des sociétés ou des cultures différentes, de se livrer à une analyse des mots et des notions à travers lesquelles elles se pensent et se représentent : ce que font les historiens pour échapper aux interprétations anachroniques de la comparaison dans le temps, les sociologues doivent s'employer à le mettre en œuvre afin d'éviter les contre-sens de la comparaison dans l'espace, et ce d'autant plus que la proximité sociale et culturelle paraît grande (5). Par ailleurs, sur le plan politique, il est nécessaire que les rapprochements entre les situations rencontrées et les solutions élaborées dans différents pays soient menés avec prudence : les parallèles hâtivement établis ne peuvent qu'introduire un peu plus de confusion dans des questions toujours complexes et sensibles, s'ils ne sont pas référencés aux contextes et aux enjeux locaux (6).

Le choix de la France, des Etats-Unis et de l'Amérique latine pour mener cette étude se justifie en particulier par la récurrence actuelle de la comparaison de la société française aux sociétés nord-américaine, d'une part, et latino-américaine, de l'autre (7). Tantôt autour de la question de

(3) Un problème semblable est rencontré par les historiens lorsqu'il se livrent à des comparaisons autour de notions prétendument partagées par des cultures proches, comme l'indique Gérard Noiriel (1994).

(4) En reprenant l'expression de Pierre Bourdieu (1984) « la sociologie se présente comme une topologie sociale ». Il précise : « On peut ainsi représenter le monde social sous la forme d'un espace (à plusieurs dimensions) construit sur la base de principes de différenciation et de distribution. Les agents et les groupes d'agents sont ainsi définis par leurs positions relatives dans cet espace ». Le propos ne vaut pas seulement pour la sociologie savante. Il est en fait généralisable à la sociologie spontanée que chacun met en œuvre en permanence pour penser et décrire le monde social.

(5) Les ethnologues, que l'on pourrait croire alertés sur ce point, ne le sont pas toujours. Ainsi, faute d'un examen préalable des implicites sur lesquelles portait son projet comparatif, l'anthropologie médicale a-t-elle pu se développer en étudiant des sociétés où la médecine n'existe pas en fait pas comme catégorie de savoirs et de pratiques, comme le

rappelle Nicole Szindzingre (1985).

(6) C'est ce que dénonce Loïc Wacquant (1992a, 1992b), à propos de l'assimilation des cités des banlieues françaises aux ghettos noirs américains.

(7) Des textes récents (1992) d'Alain Touraine en sont une illustration remarquable. D'un côté : « La pensée américaine analyse la position noire en termes relativement comparables à celle des Maghrébins en France. (...) Il se passe en France ce qui s'est passé aux Etats-Unis dans la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle (...) Cela a mis longtemps à se faire en France, mais maintenant ça s'est fait » (pp. 168-170). D'un autre côté : « Nous sommes en train de nous rapprocher de l'Amérique latine. Les concepts que nous employons sont ceux dont nous nous servons depuis trente ans en Amérique latine, et on commence seulement à les découvrir de ce côté-ci de l'Atlantique : secteur formel, secteur informel, au lieu de la simple opposition entre travail et chômage. (...) Pourquoi ne pas accepter que les exclus soient très largement le Sud dans le Nord, de même que les habitants de São Paulo sont le Nord dans le Sud ? » (pp. 167-169).

la violence et de la criminalité, tantôt sur le thème de la ségrégation et de l'ethnicité, des parallèles sont établis entre les banlieues françaises et les villes américaines : les émeutes raciales de Los Angeles en 1992 ont ainsi été rapprochées des « étés chauds » des régions parisienne et lyonnaise, dont elles semblaient préfigurer l'extension possible. Lié à la révélation de la « nouvelle pauvreté » dans une société décrite de plus en plus souvent selon un schéma dualiste, ou à la découverte de phénomènes tels que le développement d'un « secteur informel » à côté des activités économiques officielles, le rapprochement avec l'Amérique latine est moins présent dans l'univers médiatique, mais il revient avec régularité dans la littérature sociologique récente. Dans les deux cas, le propos est de montrer les convergences actuelles, ou passées, pour mieux faire apparaître les risques futurs d'« américanisation » ou de « tiers-mondisation ». Les Etats-Unis deviennent ainsi une sorte d'anticipation de la France, idée à laquelle chacun a fini par s'habituer tant est ancien le thème du modèle nord-américain, mais de manière plus inattendue, et par une sorte d'évolutionnisme à rebours, l'Amérique latine sert aussi de miroir permettant de se projeter dans l'avenir.

### **L'exclusion française**

Les « exclus » apparaissent dans l'espace public français en 1974, sous la plume de René Lenoir (8). Ils ne constituent cependant guère une catégorie homogène, puisqu'ils regroupent l'ensemble des « laissés-pour-compte » de la société française, tous ceux qui « sont en marge de la normale », que l'auteur désigne d'ailleurs sous le qualificatif d'inadaptés plutôt que d'exclus : « Dire qu'une personne est inadaptée, marginale ou asociale, c'est constater simplement que, dans la société industrialisée et urbanisée de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, cette personne en raison d'une infirmité physique ou mentale, de son comportement psychologique ou de son absence de formation, est incapable de pourvoir à ses besoins, ou exige des soins constants, ou représente un danger pour autrui, ou se trouve ségrégée soit de son propre fait, soit de celui de la collectivité. Or, les statistiques montrent qu'un Français sur dix, si on se limite à l'inadaptation sociale, et un sur cinq, si on y ajoute la débilité physique ou mentale, fait partie de cette "autre France" » (p. 10). Le détail de ce dénombrement met en évidence une typologie des exclus : « handicapés physiques », « personnes

(8) *Les exclus. Un Français sur dix* (1974). Le ton est donné d'entrée, à la fois moral et dramatique : « La France fait partie de la frange heureuse et prospère de l'humanité. (...) Toutefois, dans cette France prospère et heureuse, (...) l'inadaptation sociale s'accroît comme une lèpre ; aucune classe so-

ciale, aucun âge ne sont indemnes. L'alcoolisme n'a pas disparu, la drogue est apparue, les névroses et les maladies psychosomatiques prennent le pas sur toutes les autres, les délinquants se multiplient, la frange des marginaux s'étend » (p. 7).

âgées invalides», «débiles mentaux», «enfants pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance», «mineurs délinquants», «jeunes drogués», «fugueurs», «malades mentaux», «suicidaires», «alcooliques», enfin «marginaux ou asociaux», qui regroupent «les vagabonds, d'anciens délinquants ou d'anciennes prostituées n'ayant pas réussi à trouver du travail, et quelques milliers de familles logées dans des bidonvilles et qui vivent d'expédients» (pp. 11-16). Les pauvres n'entrent pas en tant que tels dans cette liste, même si, parmi les «groupes vulnérables» mentionnés in fine, sont évoquées les populations, notamment d'origine algérienne, vivant dans les cités de transit et les centres d'hébergement. La pauvreté se situe plutôt du côté des raisons avancées pour expliquer l'exclusion, comme un élément de «fragilité» parmi d'autres : «Le manque de ressources constitue un handicap important et un facteur non négligeable de l'inadaptation. (...) Il n'y a pas de relation de cause à effet entre l'extrême pauvreté et l'inadaptation sociale, mais il y a corrélation entre les deux phénomènes» (pp. 27-28). D'ailleurs, la preuve de cette absence de déterminisme social est que l'exclusion touche toutes les catégories de la société : «Si l'inadaptation touche plus particulièrement certains milieux défavorisés, elle n'épargne aucune classe sociale et aucun âge de la vie. Aucune famille, aussi bourgeoise soit-elle et quelles que soient ses traditions religieuses ou laïques, ne peut se vanter qu'un de ses enfants ne sera pas un fugueur, un drogué, un délinquant ou un révolté. La gangrène menace donc le corps social tout entier» (p. 36). Ces exclus, qui ne sont donc pas nécessairement des pauvres, sont en fait implicitement définis selon un critère institutionnel : ce qui les réunit, au-delà de la diversité de leurs situations, c'est qu'ils relèvent de la compétence des services sociaux et qu'ils présentent des problèmes que doit prendre en charge un ministère des Affaires sociales, comme celui dont a fait partie l'auteur. On se trouve ainsi dans une problématique de pathologie sociale, fortement teintée de morale, dans la double tradition, qui remonte au XIX<sup>e</sup> siècle, de l'hygiène et de l'assistance sociales.

Si l'exclusion n'est pas la pauvreté et si ses fondements sont moraux avant d'être sociaux, les inégalités existent pourtant. La décennie soixante-dix correspond à la découverte de la pauvreté dans un pays qui vient de connaître un quart de siècle de croissance ininterrompue et qui avait voulu croire que les retombées de cette expansion économique profiteraient à tous. Certes, il y avait eu dans les années cinquante les opérations de dénonciation des injustices sociales par l'abbé Pierre et ses Comités d'aide aux sans-logis, et par le père Wrésinski, inventeur de la notion de quart-monde et fondateur du mouvement «Aide à toute détresse», qui avaient révélé la gravité du problème du logement (9). Certes, dans les années soixante, plusieurs études statistiques avaient été réalisées, aux plans national et international, montrant d'importants écarts de revenus et de fortes

(9) Lire notamment l'article de Louis Houdeville : «Février 1954 : la campagne de l'abbé Pierre et un mouvement pour le logement» (1988).

inégalités des chances dans le système scolaire, ainsi que des enquêtes ethnographiques sur les milieux populaires (10). Mais ces phénomènes apparaissaient comme à la fois marginaux dans une société en voie d'homogénéisation (les niveaux de vie augmentant dans la classe ouvrière et les modes de consommation des différentes catégories sociales se rapprochant) et résiduels d'une époque antérieure (la croissance ne pouvant pas éradiquer la pauvreté en quelques décennies). Ils semblaient devoir se résoudre grâce aux interventions volontaristes de l'Etat, telle que celle lancée en 1965 sous le nom de « guerre contre les taudis ».

Au début des années soixante-dix, il faut se rendre à l'évidence : la pauvreté persiste, et même augmente, devenant plus visible ; les mesures prises à son encontre n'ont pas empêché l'accroissement des inégalités. Dans un livre dont la thèse est d'autant plus significative qu'elle est développée par un proche du Président de la République, Lionel Stoléru parle de « paupérisation par la croissance » (11). Ce n'est pas un hasard si l'expansion entraîne l'apparition de nouveaux phénomènes de pauvreté, mais c'en est bien au contraire la conséquence logique ; le progrès laisse en chemin les moins aptes à le suivre ; les lois du marché tendent à écarter les plus faibles. D'où la nécessité d'une régulation par la puissance publique sous forme d'une redistribution au profit des plus démunis et plus précisément l'idée d'un impôt négatif qui « consiste à verser aux familles dans le besoin une allocation variable avec leur revenu : partant d'un certain montant lorsque ce revenu est nul, elle décroît au fur et à mesure que ces gains familiaux augmentent, mais moins vite que ces gains ; elle s'annule dès que les gains atteignent un certain seuil » (pp. 121-122). Cet impôt, qui doit favoriser la justice sociale tout en incitant au travail, s'attaque ainsi à la « pauvreté absolue » (qui correspond à l'absence de satisfaction des besoins) qu'il s'agit de distinguer de la « pauvreté relative » (qui résulte de l'existence et de la perception des écarts). Distinction fondamentale, dans le débat idéologique de l'époque, en ce qu'elle recouvre l'opposition « entre capitalisme et socialisme », entre libéralisme et égalitarisme, « tous les progrès sociaux du XX<sup>e</sup> siècle dans les pays à économie de marché étant des progrès dans l'absolu et non dans le relatif » (p. 295). La problématique est celle de l'Etat-providence dans un système libéral. Vaincre la pauvreté plutôt que lutter contre les inégalités. D'un point de vue pratique, toute la question est d'établir un seuil de dénuement absolu sur une échelle de ressources économiques qu'il faut niveler par la base. Sur le plan symbolique, l'exclusion n'est pas véritablement entrée dans les systèmes de représentation de l'espace social.

(10) Voir en particulier : *Les groupes à revenu modeste et les moyens de traiter leurs problèmes* (1965) ; *Les ressources des ménages par CSP* (1971) ; Jean Labbens, *Le Quart-Monde. La pauvreté dans la société industrielle : étude sur le sous-prolétariat dans*

*la région parisienne* (1969).

(11) Dans *Vaincre la pauvreté dans les pays riches* (1977). Plusieurs études publiées dans cette période partent du même étonnement : comment la croissance peut-elle fabriquer des pauvres ?

On peut s'interroger sur les raisons pour lesquelles la greffe de cette notion, largement diffusée au milieu des années soixante-dix par l'ouvrage de René Lenoir, n'a pas pris d'emblée (12). En fait, à y regarder de près, même chez cet auteur, l'introduction de l'exclusion ne semble guère procéder d'une réflexion théorique : le terme n'est jamais réellement défini ; qui plus est, il fait l'objet d'une substitution permanente avec celui d'inadaptation et associe des situations extrêmement diverses (13). En fait, si l'exclusion ne fait qu'une brève incursion dans l'espace public au milieu de la décennie soixante-dix, c'est qu'elle n'est qu'un changement de mot pour désigner une même chose. Ni les représentations de la pauvreté, dont il n'est que peu question, ni les pratiques à l'égard des pauvres, qui relèvent des mêmes a priori, ne semblent être affectées par l'introduction de cette notion.

L'exclusion comme phénomène nouveau, c'est-à-dire donnant un substrat réellement spécifique à ce terme, s'impose en fait à la fin des années quatre-vingt (14). Son développement au sein de l'appareil d'Etat, où elle devient la clé de lecture des problèmes sociaux de la France contemporaine, se fait d'abord autour de quatre thèmes : la ville, l'école, l'emploi et la protection sociale (15). Les exclus sont les habitants des banlieues en difficulté, les enfants en échec scolaire, les chômeurs de longue durée,

(12) Même si l'année de la sortie de ce livre, un numéro spécial de la revue *Droit social*, en novembre 1974, paraît sur le thème de « l'exclusion », il ne s'agit que d'un recueil de textes assez hétérogènes, répondant vraisemblablement à une conjoncture éditoriale et, comme pour le livre de René Lenoir, démarquant mal la nouvelle notion de celle, plus ancienne, d'inadaptation. Cet échange de vues entre des hommes politiques de diverses tendances demeurera sans lendemain.

(13) Ce que relève Jeannine Verdès-Leroux (1978) : « Comme si le titre avait été trouvé après coup pour assurer la vente d'un discours de plus sur l'extension de l'inadaptation, en le faisant passer pour une marchandise nouvelle et progressiste, l'ouvrage ne parle pas d'exclus, mais, de façon plus plate, d'inadaptés, et, en passant, de pauvres ». Cherchant à comprendre « les raisons du succès du livre », elle montre qu'il repose non sur la nouveauté de son objet, comme on a pu le dire, mais sur la continuité dans laquelle il se situe par rapport au discours traditionnel de l'assistance sociale, non sur la virulence de la dénonciation, comme certains l'ont cru, mais sur le caractère consensuel de son propos. Peut-être accorde-t-elle cepen-

dant une importance excessive à l'introduction de ce nouveau vocable dans le langage des services sociaux, dans la mesure où il ne s'y généralisera réellement qu'une décennie plus tard.

(14) Encore ne le fait-elle que progressivement. Chercheurs, conseillers et décideurs trouvent, encore actuellement, un vocabulaire plus traditionnel pour parler de la « nouvelle pauvreté ». On peut penser en particulier au rapport présenté par le père Joseph Wrésinski au Conseil économique et social : *Grande pauvreté et précarité économique et sociale* (1987), à l'ouvrage de Serge Milano : *La pauvreté absolue* (1988) et au livre plus récent de Serge Paugam : *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté* (1991).

(15) Faisant l'objet d'une commission spécifique intitulée « Cohésion sociale et prévention de l'exclusion » et présidée par Bertrand Fragonard, ce thème est présent de manière transversale dans les groupes qui traillent au sein du Commissariat général au plan à la préparation du x<sup>e</sup> Plan, notamment « Villes », « Education et formation », « Emploi », et même « Création culturelle, compétitivité et cohésion sociale ».

les populations qui n'ont plus accès à l'aide sociale et aux soins médicaux. Dans chaque cas, il est facile de lire le principe qui sous-tend le diagnostic d'exclusion : c'est l'existence de deux populations distribuées de part et d'autre d'une ligne symbolique – la frontière de la cité, la norme scolaire, le contrat professionnel, la Sécurité sociale ou l'Aide sociale. L'espace social est discontinu, avec un « dedans » où se trouvent les individus intégrés et un « dehors » où vivent les personnes exclues.

Dans le premier rapport préparé pour le Commissariat général au plan sur la question de l'exclusion en 1991, le groupe de travail présidé par Philippe Nasse tente d'abord de la fonder en théorie en s'appuyant sur une analyse de la littérature sociologique du lien social. La difficulté de l'exercice apparaît cependant à travers l'hétérogénéité des modèles invoqués et le caractère peu opérationnel de la conceptualisation proposée (16). La distinction entre exclusion et inadaptation n'est pas complètement effectuée et le handicap – mental ou physique – demeure au même niveau analytique que le chômage ou l'échec scolaire, tous considérés comme des « facteurs de risque d'exclusion ». Les situations concrètes d'exclusion sont ainsi traitées par domaines : l'éducation, l'emploi, l'habitat, la culture, la justice. Le second rapport rédigé pour cet organisme l'est deux ans plus tard dans le cadre de la préparation du xi<sup>e</sup> Plan. Plus modeste au niveau théorique, il est aussi plus précis et plus assuré dans son analyse. S'il ne nie pas la diversité des situations, il affirme néanmoins que le chômage est au centre des processus d'exclusion et suggère une série de mesures, tant au sein des administrations que pour les entreprises, pour les prévenir et insérer ceux qui en sont les victimes (17). Il exprime ainsi ce qui commence à apparaître comme les éléments clés de la position de l'Etat français, en particulier la prééminence de l'analyse économique dans l'interprétation de l'exclusion et la responsabilité des pouvoirs publics dans sa prise en charge, ce qui la différencie des positions dominantes outre-Atlantique.

Du côté des sciences sociales, la notion d'exclusion tend également à s'imposer, mais avec les mêmes hésitations dans l'identification et l'analyse du phénomène. Si la perte de l'emploi en est pour beaucoup la caractéristique principale en ce qu'elle détermine la transformation du lien

(16) *Exclus et exclusions. Connaître les populations et comprendre les processus*, sous la direction de Philippe Nasse (1991). Selon les auteurs, « toute forme d'exclusion symbolique finit par construire une situation d'exclusion (risque premier de l'exclusion) ; toute situation d'exclusion finit par entraîner d'autres formes de la rupture du lien social global (risque cumulatif de l'exclusion) » (p. 33).

(17) *Cohésion sociale et prévention de l'exclusion*, sous la direction de Bertrand Fragonard (1993). Tout en relevant « la grande hétérogénéité des populations exclues et la diversité des trajectoires qui mènent à l'exclusion », les auteurs écrivent pour la première fois que « le chômage, et notamment le chômage de longue durée ou le chômage récurrent, est aujourd'hui devenu la manifestation et la source principales d'exclusion », (pp. 16-17).

social (18), l'exclusion demeure pour d'autres une réalité polymorphe qui inclut aussi bien le racisme que le chômage, l'illettrisme que l'invalidité, le paupérisme que la délinquance (19). Au-delà de cette « indéfinition », dont on montrera qu'elle est constitutive de tout discours qui prend pour objet des « problèmes sociaux », il reste que l'exclusion est devenue en quelques années la notion par laquelle sont nommées et pensées les questions de la pauvreté, de l'inégalité, de la citoyenneté (20). Aujourd'hui, elle est donnée pour une réalité qui n'appelle même plus de démonstration ou de justification. La société est représentée de part et d'autre d'une « fracture sociale » séparant ceux qui y ont leur place et ceux que l'on doit y réinsérer. Dans son enquête sur les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion, Serge Paugam évoque ainsi « les lignes de fracture » qui traversent le monde social et rendent compte de ces « figures nouvelles de la pauvreté » (21). Dans leur étude de la politique de la ville, Jacques Donzelot et Philippe Estèbe parlent eux aussi de « risque d'une fracture de la société », dans la mesure où « il y a, à présent, "la société utile", celle des ingénieurs, techniciens et cadres, et celle des exclus vivant d'allocations diverses » (22). Ainsi, le monde social tend-il de plus en plus à être conçu en termes de dualisme et de séparation.

Dans la production sociologique récente, deux analyses tranchent cependant sur cet apparent consensus en se référant de manière convergente à une « nouvelle question sociale » (23). Pour Pierre Rosanvallon, celle-ci est liée précisément aux « fractures sociales qui se sont aggravées dans les années 1980 » et qui sont d'une autre nature que les formes antérieures de pauvreté parce qu'elles mettent en cause les principes de la solidarité sur lesquels s'était fondé l'Etat-providence : « Les phénomènes actuels

(18) Voir notamment le livre de Simon Wuhl, *Du chômage à l'exclusion. L'état des politiques, l'apport des expériences* (1991), et le chapitre de Robert Castel « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle » (1991), pp. 137-168.

(19) Lire à ce sujet l'ouvrage collectif, *Intégration et exclusion dans la société française contemporaine*, sous la direction de Gilles Ferréol (1993), qui réunit des textes sur les politiques d'insertion, l'école, la religion, les immigrés et les handicapés, ou le numéro de la *Revue française des affaires sociales*, 1994, intitulé « De l'exclusion et de ses remèdes », où il est question à la fois du revenu minimum d'insertion, de la culture musulmane et de la toxicomanie.

(20) Voir notamment les contributions au livre *Justice sociale et inégalités*, sous la direction de Joëlle Affichard et Jean-Baptiste de Foucauld (1992).

(21) Deux évolutions structurelles sous-

tendent cette évolution de la société : « la dégradation du marché de l'emploi et la montée du chômage de longue durée », « l'affaiblissement des liens sociaux qui prend deux formes différentes : l'instabilité du lien familial et le déclin relatif des solidarités de classe ». Voir *La société française et ses pauvres*.

(22) L'élément nouveau, c'est que la catégorie des exclus ne sert plus « à désigner les marginaux délibérés, les recalés du service du travail pour cause d'anormalité, mais les normaux inutiles », *L'Etat animateur. Essai sur la politique de la ville*.

(23) Il s'agit des ouvrages de Pierre Rosanvallon, *La nouvelle question sociale. Repenser l'Etat-providence*, et de Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat* (dont le dernier chapitre a pour titre : « La nouvelle question sociale »), qui sont parus à quelques semaines d'intervalle.

d'exclusion ne renvoient pas aux catégories anciennes de l'exploitation. Une nouvelle question sociale a ainsi fait son apparition » (p. 7). Quant à la réalité de cette fracture, l'auteur semble osciller entre deux positions. D'un côté en effet, il rappelle « le danger de réduire le social à l'exclusion », montrant comment « les organisations caritatives ont puissamment contribué à remodeler l'imaginaire social collectif, théâtralisant une grande coupure entre deux mondes implicitement considérés comme homogènes » ; or « la dynamique sociale ne saurait être réduite à l'opposition entre ceux qui sont "dedans" et ceux qui sont "dehors" » (pp. 87-88). Mais de l'autre, il élaboré ses propositions de réforme de l'Etat-providence, qui consistent à le faire passer de l'actuelle option « passive » à une orientation résolument « active » impliquant un rapport d'obligations réciproques entre l'Etat et le citoyen, en se référant sans cesse aux exclus dont il réfute l'existence comme catégorie, mais qu'il veut prendre en compte en tant qu'individus : « la difficulté de mobiliser et de représenter les exclus s'explique par le fait qu'ils se définissent d'abord par les pannes de leur existence » ; c'est pourquoi « les exclus ne constituent pas un ordre, une classe ou un corps, ils indiquent plutôt un manque, une faille du tissu social » (pp. 203-204). Chez Robert Castel, auquel Pierre Rosanvallon se réfère à maintes reprises dans sa discussion, la mise en cause devient plus systématique. Le projet est d'ailleurs autre, puisqu'il s'agit de retracer une histoire de la relation entre travail et sociabilité, ou encore de la manière dont la cohésion sociale s'est construite à travers l'insertion des individus dans la division du travail. L'exploration de ce que l'auteur appelle des « zones de vulnérabilité sociale » sert ici de révélateur privilégié du fonctionnement en négatif, anonyme, de cette relation. Mais cette approche ne se veut pas statique : « Il s'agit moins de placer des individus dans ces "zones" que d'éclairer les processus qui les font transiter de l'une à l'autre, par exemple passer de l'intégration à la vulnérabilité, ou basculer de la vulnérabilité dans l'inexistence sociale. C'est pourquoi, au thème aujourd'hui abondamment orchestré de l'exclusion, je préférerai celui de la désaffiliation pour désigner l'aboutissement de ce processus. Ce n'est pas une coquetterie de vocabulaire. L'exclusion est immobile. Elle désigne un état, ou plutôt des états de privation. Mais le constat des carences ne permet pas de ressaisir les processus qui génèrent ces situations. (...) Parler de désaffiliation en revanche, ce n'est pas entériner une rupture, mais retracer un parcours » (pp. 13-15). Et encore : « L'exclusion n'est pas une absence de rapport social mais un ensemble de rapports sociaux particuliers à la société prise comme un tout. Il n'y a personne en dehors de la société, mais un ensemble de positions dont les relations avec son centre sont plus ou moins distendues (...) C'est du centre que part l'onde de choc qui traverse la structure sociale » (pp. 442-443). En se focalisant sur les situations périphériques, on tend à négliger le fait que la vulnérabilité frappe la société dans les relations de travail elles-mêmes, à travers les multiples formes de déreglementation et de flexibilisation. L'exclusion masque ainsi à la fois les processus et les continuums.

Ces critiques récentes n'ont toutefois guère entamé le consensus sur l'usage de cette notion et l'idée d'une solution de continuité dans l'espace social reste un lieu commun largement partagé. De manière d'ailleurs plus significative encore que dans les sciences sociales, c'est dans l'opinion (24) et plus largement dans le discours public, tel qu'il s'exprime par exemple dans la presse (25), que le vocabulaire de l'exclusion s'est imposé de manière étonnamment rapide et prégnante, ce dont les milieux politiques ont à leur tour pris acte. Le thème de la fracture sociale a ainsi été au cœur de la campagne présidentielle de 1995 et se trouve aujourd'hui au centre de la rhétorique gestionnaire du gouvernement, puisque, dans sa première composition pas moins de quatre membres étaient chargés directement de ce dossier.

### **L'*underclass* nord-américaine**

Aux Etats-Unis, le débat autour de l'« *underclass* » s'ouvre en 1977, avec un dossier de George Russel qui fait la couverture d'un grand hebdomadaire national (26). La nouvelle catégorie sociale est décrite « derrière les murs décrépis du ghetto » (27), comme « un groupe nombreux de gens plus

(24) Selon un sondage de la SOFRES, publié dans *Le Monde* du 22 décembre 1994, « 89 % des Français jugent "divisée" la société française ». La distinction qui leur paraît la plus marquée est, pour 66 % d'entre eux, celle « entre les gens aisés et les exclus », puis, pour 55 %, « entre les actifs et les chômeurs ». Cependant, signe des ambiguïtés de ce type d'enquête, parmi « les plus graves dangers qui menacent la société française », le sida vient en tête avec 74 %, devant le chômage avec 71 %, alors que le phénomène de l'exclusion n'arrive qu'en cinquième position, avec 36 % des opinions exprimées. Ce qui n'empêche pas le journal de titrer en première page, sous la plume de Frank Nouchi : « La France déchirée. Un sondage confirme que la fracture sociale ne cesse de s'élargir ».

(25) Ainsi, dans le quotidien *Le Monde*, l'exclusion a désormais sa rubrique spécifique dans la section « Société », au même titre que la santé ou l'emploi. Elle fait régulièrement l'objet d'éditoriaux et de dossiers, comme celui du 12 octobre 1994 dont Alain Lebaube donne le ton : « Signe des temps, on ne se sera jamais autant préoccupé d'exclusion qu'aujourd'hui. Tous les hommes poli-

tiques s'expriment sur le sujet. Le thème revient dans chaque débat (...) Une société développée ne peut vivre avec une telle fracture et tolérer qu'une partie importante de sa population ruine sa cohésion sociale ». Les conséquences de l'exclusion sur la vie politique française sont d'ailleurs parfois inattendues si l'on en croit deux politologues du Centre d'études de la vie politique française, Jean Chiche et Gérard Grunberg, qui signent dans ce même quotidien, le 7 juillet 1994, un « point de vue » quasi clinique intitulé : « Le ps victime de la fracture de la société française ».

(26) Dans « The American *underclass* », *Time*, 29 août 1977, pp. 14-27. Le mot avait déjà été utilisé trois ans auparavant dans le même magazine, mais c'était simplement en contrepoint d'un autre dossier qui en faisait également la couverture et portait sur la « Black middle class », *Time*, 17 juin 1974, pp. 26-27.

(27) Allusion au livre de Lee Rainwater paru quelques années plus tôt sous le titre : *Behind the ghetto walls. Black families in a federal slum* (1970), dont les thèses sont cependant opposées.

intraitables, plus hostiles, plus étrangers socialement qu'il n'est imaginable ». Différents par leurs « valeurs » de « la majorité des pauvres », ils se caractérisent par « une proportion anormalement élevée de jeunes en situation d'échec scolaire, de délinquants, de drogués, de mères assistées » et sont responsables « d'une grande partie de la criminalité adulte, de la déstructuration familiale, de la dégradation urbaine et des dépenses sociales ». Le retentissement de cette série d'articles est d'autant plus grand qu'elle vient après les incendies et les pillages survenus dans les ghettos de New York le mois précédent et qui ont été la principale explosion sociale urbaine de la décennie soixante-dix. La même année, paraît un document de travail (28) dont la diffusion demeura limitée aux cercles de spécialistes, puisqu'il ne donnera jamais lieu à publication, mais qui a un certain écho, car il tente pour la première fois une quantification de l'underclass américaine.

Ce n'est pourtant pas la première apparition effective du mot (29), dont la paternité aux Etats-Unis est habituellement attribuée à Gunnar Myrdal dans un ouvrage de 1962 (30). Bien qu'il n'en donne pas de définition précise, l'économiste suédois désigne sous ce terme la catégorie économiquement la plus défavorisée et la moins mobile socialement, conséquence du chômage structurel lié à l'élévation des niveaux d'exigence dans le monde de l'emploi. Pour lui, cette pauvreté tend à se pérenniser et à se reproduire, en raison notamment des discriminations dont font l'objet ces populations. Par la suite, d'autres auteurs recourent à l'expression d'underclass, soit de façon incidente, comme Michael Harrington dans le livre qui révèle au public et au monde politique « l'autre Amérique », celle de la pauvreté, soit de manière centrale comme Tom Kahn qui en restreint l'usage aux chômeurs de longue durée, comme Joan Gordon qui s'intéresse aux familles noires des ghettos de New York, ou comme Leonard Liebermann qui évoque la situation des familles paysannes pauvres, en particulier indiennes, du Michigan (31). Le point commun de ces différentes études, réalisées jusqu'au milieu des années soixante-dix, est de considérer l'underclass sous l'angle économique et de l'interpréter en termes structurels. Toute autre est l'analyse qui va assurer le succès public de cette notion à partir de la seconde moitié de la décennie en mettant en avant des déterminants plus individuels et psychologiques.

(28) Il s'agit du texte de Frank Lévy, «How big is the underclass?» (1977).

(29) On suit ici les analyses historiques réalisées par Michael B. Katz dans « The urban "underclass" as a metaphor of social transformation », pp. 3-23, et surtout par Robert Aponte dans « Definitions of the underclass : a critical analysis » (1990).

(30) Livre intitulé, *Challenge to affluence* (1962). L'auteur reprend son argumentaire concernant les effets négatifs des

politiques publiques sur l'underclass dans « The war on poverty ».

(31) Voir Michael Harrington, *The other America* (1962) (traduction française : *L'autre Amérique* (1967) ; Tom Kahn, *The economics of equality* (1964) ; Joan Gordon, *The poor of Harlem : social functioning in the underclass* ; Leonard Liebermann, « Atomism and mobility among underclass Chippewas and Whites » (1973), ainsi que l'ouvrage déjà cité de Lee Rainwater (1970).

Après le dossier de George Russell, un autre journaliste, Ken Auletta, relance le débat en publiant en 1981 une série d'articles, suivie d'un ouvrage (32), qui auront une grande influence sur le débat ultérieur autour de l'underclass. Il y développe l'idée que la caractéristique centrale de celle-ci réside moins dans la pauvreté matérielle de ceux qui la composent que dans leurs troubles comportementaux (behavioral deficiencies) qui les distinguent précisément du reste des populations défavorisées. S'appuyant sur un important travail d'entretiens et d'observation, il dresse une typologie en quatre catégories : «les pauvres passifs (passive poor), le plus souvent socialement assistés de longue date ; les criminels de rue (street criminals), qui terrorisent la plupart des villes et sont fréquemment des exclus du système scolaire et des drogués ; les magouilleurs (hustlers) qui, comme les criminels de rue, peuvent ne pas être pauvres et gagnent leur vie dans l'économie souterraine, mais commettent rarement des actes violents ; les traumatisés (traumatized), alcooliques, sans but, sans domicile, malades mentaux qui errent et s'effondrent dans les rues de la ville». Il s'agit d'une approche résolument phénoménologique, sans référence à des déterminations socio-économiques : ce sont les individus et leurs conduites qui sont en cause, et non pas la société et ses inégalités (33). Si l'auteur se veut sans idéologie et sans préjugé, il n'en révèle pas moins une vision qui renoue avec la classique vision morale de la pauvreté.

Le propos n'est, en effet, pas radicalement nouveau. Au XIX<sup>e</sup> siècle déjà, les institutions caritatives, tout comme les politiciens réformateurs, tentaient de faire la part entre les pauvres méritants et les autres, dont l'irresponsabilité et la dangerosité suscitaient la crainte et l'hostilité ; d'abord dénoncés comme catégorie morale, les «undeserving poor» firent rapidement l'objet d'une catégorisation sociale (34). En ce qui concerne plus particulièrement la population noire, qui, jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, était demeurée avant tout rurale, les préjugés lui associent des défauts tels que passivité, irresponsabilité, instabilité, dépendance, et finalement un ensemble de traits caractéristiques de la «culture de la pauvreté», sont

(32) Les articles paraissent dans le *New Yorker* des 16, 23 et 30 novembre 1981, sous le titre «A reporter at large (The underclass)», et le livre s'intitule simplement *The underclass* (1982).

(33) Ainsi que le relève Michael B. Katz, dans *The undeserving poor* (1989), parmi les treize faits présentés par Ken Auletta comme «indiscutables et inévitables», aucun ne mentionne les problèmes de l'emploi comme source possible de la pauvreté, alors que l'accent est mis principalement sur les conséquences de la féminisation des chefs de ménage et de la dissolution des structures familiales.

(34) Michael B. Katz cite par exemple un rapport de 1854 du Président de la New York City's Children's Aid Society, pour qui «le plus grand danger» auquel est exposée l'Amérique est «l'existence d'une classe ignorante, avilie et éternellement pauvre dans les grandes villes». Tous les thèmes de l'underclass sont déjà présents : «Les membres de cette classe ont fini par former une population séparée. Ils réunissent les passions les plus basses et les attitudes les plus imprévoyantes. Ils corrompent la classe inférieure des travailleurs qui vivent autour d'eux. On leur doit l'essentiel des dépenses de police, de prison, de charité et d'assistance» (1989).

pareillement anciens et profonds (35). Ce qui est nouveau, c'est le fait que la catégorie des pauvres non méritants, qui constitue l'*underclass*, soit composée principalement de Noirs et exclusivement urbaine (36). Pour le sens commun comme dans les travaux sociologiques, les problématiques de la pauvreté, de la ville et de l'ethnie deviennent étroitement liées. Alors que dans les années soixante, le mot avait une connotation mal définie et encore largement liée au monde de la production, dont les membres de l'*underclass* étaient précisément exclus, au début des années quatre-vingt, il évoque simultanément la déchéance économique, la ségrégation urbaine et la discrimination raciale.

Paradoxalement, les sociologues qui s'opposent aux interprétations morales et culturelles de la pauvreté vont eux-mêmes avoir de grandes difficultés à se démarquer des lectures comportementalistes et stigmatisantes. Ainsi William Julius Wilson, dans la deuxième édition de son ouvrage sur les Noirs américains (37), tente-t-il de mieux préciser la notion qu'il utilise pour désigner les plus pauvres : « Par exemple, dans les familles de l'*underclass*, à la différence des autres familles de la communauté noire, le chef du ménage est presque toujours une femme. La réalité spécifique de l'*underclass* est aussi reflétée dans le nombre important d'hommes adultes sans adresse fixe, vivant dans la rue, allant d'un abri à un autre ». Mais en insistant de cette façon sur des caractéristiques familiales ou individuelles de l'*underclass*, il contribue involontairement à en donner une lecture psychologisante et à focaliser l'image sur certains groupes noirs. De même, Douglas Glasgow cherche-t-il à se démarquer des usages communs de ce mot (38) : « Le terme *underclass* ne signifie aucunement l'indignité éthique ou morale et n'a pas non plus de sens péjoratif. Il ne fait que décrire une population relativement nouvelle dans une société industrielle ». Mais, bien qu'il affirme que la pauvreté persistante dont il parle puisse être localisée partout (donc pas seulement dans les villes) et sans distinction ethnique (par conséquent pas uniquement parmi les Noirs), son travail empirique tend à suggérer le contraire puisqu'il est question dans son livre de jeunes Noirs des ghettos des centres villes. C'est qu'il s'agit bien là du noyau dur de la pauvreté urbaine américaine.

Il faut dire que la période n'est guère propice aux théories libérales ou radicales (au sens anglais) : en plein *reaganisme* triomphant, les thèses

(35) Le rapport très controversé, rédigé par Daniel Patrick Moynihan pour le Président Johnson en 1965, et intitulé, *The Negro family : the case for national action*, illustre des dérives politiques de ce culturalisme, puisque l'origine des difficultés sociales des populations noires y est rapportée à leur « structure familiale », et en particulier au matriarcat qui rendrait difficiles ses relations avec la société américaine blanche.

(36) Comme le note Robert Aponte dans l'article déjà cité, le dossier de *Time* de 1977 comprend onze photographies qui toutes représentent « des Noirs et des Hispaniques » des grandes villes du Nord des Etats-Unis.

(37) Voir *The declining significance of race. Blacks and changing American institutions* (1980).

(38) Dans *The black underclass : poverty, unemployment and entrapment of ghetto youth* (1980).

conservatrices dominent. L'ouvrage de Charles Murray sur les politiques sociales américaines depuis le milieu du siècle donne le ton de la critique du « welfare ». Il joue un rôle important en influençant les dirigeants tout en légitimant leurs pratiques (39). L'argument est, en effet, le suivant : malgré les louables efforts de la « généreuse révolution » engagée pour mener la « guerre à la pauvreté », selon l'expression belliqueuse du programme lancé au début des années soixante, la situation des pauvres a empiré ; cette détérioration n'est pas un épiphénomène, mais la conséquence directe des mesures prises à ce moment, c'est-à-dire en dernière analyse, des modèles d'interprétation de la pauvreté construits par ceux que l'auteur nomme « l'intelligentsia ». En refusant de distinguer les « pauvres les plus responsables » des « pauvres les moins responsables », les intellectuels et les décideurs ont mené une politique « injuste », en prenant aux premiers pour donner aux seconds : il s'agit en fait, contrairement à ce que l'on croit, de « transferts de pauvres à pauvres » (p. 219 et p. 199). Le programme que propose Charles Murray est précisément inverse et les exemples qu'il prend sont clairs : on acceptera d'aider celui qui « a travaillé pendant des années et qui, à l'âge de cinquante ans, perd son emploi parce que son usine ferme », dans la mesure où il « a travaillé dur tant qu'il a pu, apporté sa pierre à la communauté et se trouve maintenant confronté à un désastre personnel » ; en revanche, pourquoi subvenir aux besoins de celui, qui « en bonne santé et encore jeune refuse de travailler, à qui l'on offre un emploi et qui le refuse encore », d'autant que, les ressources n'étant pas illimitées, ce qui lui sera donné sera pris au précédent (pp. 197-198) ? Argumentation de bon sens apparent dont on conçoit qu'elle ait pu rencontrer un large écho dans l'opinion.

C'est contre cette explication de l'existence de l'underclass en termes de responsabilité individuelle des pauvres sur leur destin et pour clarifier ce qui, sur le plan théorique comme dans une perspective politique, lui apparaissait comme des faiblesses ou des malentendus de son ouvrage précédent que William Julius Wilson va reprendre la question en 1987 dans un livre qui, dès lors, sera la principale référence du débat sur l'underclass (40). L'auteur prend acte du regain de vigueur des thèses conservatrices sur la pauvreté, depuis le rapport Moynihan jusqu'au livre de Charles

(39) C'est le fameux *Losing ground. American social policy 1950-1980* (1984). Comme le dit l'auteur à propos de l'ouvrage de Michael Harrington, il est difficile, dans le succès rencontré par un livre et la mobilisation politique qui l'entoure, de savoir « combien est cause et combien est effet » : l'intérêt suscité par le travail de Charles Murray tient bien sûr au climat idéologique à l'époque de sa parution et il contribue à renforcer l'influence en justifiant le bien-fondé des coupes dans les budgets sociaux

puisque les politiques antérieures de welfare ont échoué. Comme l'écrira William J. Wilson dans son livre de 1987, « aucun ouvrage n'a fait autant pour promouvoir l'idée que les programmes fédéraux sont néfastes pour les pauvres ».

(40) *The truly disadvantaged. The inner city, the underclass and public policy* (1987). Le livre reprend certains textes parus séparément dans les années précédentes et associant, pour certains, deux autres auteurs : Robert Aponte et Kathrin Neckerman.

Murray, auquel il consacre un long développement. Mais il montre également que cette situation est en grande partie due à la désertion des intellectuels libéraux et radicaux qui n'ont pas accepté d'entrer dans le débat. Quatre positions sont ainsi critiquées (pp. 6-13). La première considère que toute analyse des comportements des Noirs des ghettos risque d'aggraver le racisme, la stigmatisation et l'idéologie du «blaming the victim». La seconde rejette tout simplement le terme d'*underclass*, car il ne présente ni composition homogène, ni fondement théorique, et par conséquent ne recouvre pas une réalité sociologique. La troisième cherche à revaloriser l'image des populations noires en remplaçant la dénonciation de la détérioration de leurs conditions de vie par la valorisation de leurs capacités d'adaptation économique et sociale dans un contexte hostile. La quatrième fait du seul racisme l'explication de la situation dont souffrent les habitants des ghettos. Critiquant les insuffisances de chacune de ces thèses, William Julius Wilson n'en reconnaît pas moins leur force dans le champ sociologique américain, puisqu'elles ont réussi à rendre suspect tout discours sur la réalité de l'*underclass*, sur les liens entre structure sociale et faits culturels, entre pauvreté urbaine et population noire.

Tel est pourtant l'argument : si l'on veut à la fois appréhender la nouveauté que constitue l'*underclass* et faire front contre les thèses conservatrices, il ne faut pas éluder le débat ou en simplifier les termes, mais au contraire développer une analyse qui rende compte de la complexité des situations de pauvreté et de leurs déterminations sociales. Ainsi, ne doit-on pas chercher à nier l'existence de traits qui caractérisent l'*underclass* des ghettos noirs des centres villes américains, à savoir une incidence particulièrement élevée de la criminalité, un taux important de naissances hors mariage, une forte proportion de femmes chefs de ménages, une grande dépendance vis-à-vis de l'assistance sociale, d'autant que ces caractéristiques permettent de mieux comprendre les phénomènes de reproduction de l'*underclass*. Mais elles n'en livrent pas l'explication. Quatre natures de causes – sociales, démographiques, spatiales et économiques – sont avancées (pp. 29-62). La discrimination raciale, ancienne mais toujours présente, joue un rôle aggravant plutôt que directement causal : il est cependant difficile d'affirmer, pour rendre compte de la détérioration actuelle de la situation sociale, qu'elle serait plus marquée aujourd'hui. Les phénomènes migratoires de la campagne vers les centres villes constituent également un facteur important pour expliquer l'accroissement rapide des populations noires urbaines : mais c'est surtout à cause des transformations dans la structure de la production que ces nouveaux arrivants n'ont pu connaître une ascension sociale comparable à celle des immigrants européens, dont la mobilité sociale s'était faite au XIX<sup>e</sup> siècle grâce à une forte spécialisation dans des métiers à faible qualification, impossible aujourd'hui pour les citadins pauvres. Les mécanismes de ségrégation accentuent la concentration de la pauvreté urbaine, le nombre de résidents des quartiers défavorisés des grandes villes augmentant, alors que leur population globale diminue : là encore, cette spatialisation traduit avant tout

des changements sociaux plus complexes, en particulier la désertion des ghettos par les classes moyennes noires. Enfin, la restructuration de l'économie, avec l'éloignement des entreprises des centres villes et les besoins croissants de personnels qualifiés, se fait au détriment des populations noires qui résident précisément au cœur des cités américaines et dont les niveaux scolaires sont nettement inférieurs aux moyennes nationales. Ces facteurs sont en étroite interaction, mais, en quelque sorte, surdéterminés par les éléments économiques dont le plus important est le chômage des jeunes hommes.

La publication du livre de William Julius Wilson va rouvrir, à la fin des années quatre-vingt, le débat sur l'*underclass*, en le situant cette fois nettement du côté du travail sociologique (plutôt que journalistique) et en le centrant fortement autour de la question de la détermination sociale (plutôt que psychologique). De nombreux ouvrages et articles sont consacrés à l'examen des thèses du chercheur de Chicago (41). En 1990, dans le volume destiné à faire l'état des lieux de la sociologie aux Etats-Unis, deux des quatre textes consacrés aux « problèmes sociaux de l'Amérique (critical American issues) » portent sur l'*underclass* (42). Il semble toutefois que le cadre de référence des critiques ait radicalement changé par rapport au début des années quatre-vingt : on ne récuse plus l'existence d'une *underclass*, on ne s'interroge plus sur le fait qu'elle soit essentiellement urbaine et noire, on ne met plus en cause l'idée que des comportements particuliers la différencient des autres catégories de pauvres. Les points les plus débattus tiennent à la genèse de l'*underclass* (l'histoire de la première moitié du siècle apporte ici des éclairages nouveaux) et à ses causes (moins que l'explication en dernière instance par le chômage, ce sont les raisons de l'accroissement de celui-ci qui sont diversement analysées) (43). Mais dans le même temps, la question de l'*underclass* s'est durablement imposée dans le débat politique autour du problème du welfare et du workfare.

(41) Notamment deux ouvrages collectifs : Christopher Jencks et Paul E. Peterson, *The urban underclass* (1991) et Michael B. Katz ed., *The « underclass » debate. Views from history* (1993), et un livre de Christopher Jencks, *Rethinking social policy. Race, poverty and the underclass* (1992). D'autres références sont données par Nicolas Herpin dans la note critique qu'il consacre à « L'*urban underclass* chez les sociologues américains : exclusion sociale et pauvreté », (1993).

(42) Voir *Sociology in America*, Herbert J. Gans ed. (1990). Les deux autres articles traitent de « civil rights movements » et de « gender ».

(43) Certains considèrent en particulier que William Julius Wilson méconnaît la nationalité qui sous-tend les attitudes des employeurs à l'égard des Noirs. Comme l'ont analysé Joleen Kirschenman et Kathryn M. Neckerman, dans « "We'd like to hire them, but..." : the meaning of race for employers », in *The urban underclass*, Christopher Jencks et Paul E. Peterson eds. (1991), pp. 203-232, ce n'est pas principalement l'isolement social qui entraîne le fait de résider dans les centres-villes, alors que les entreprises se sont déplacées vers la périphérie, qui est à l'origine de l'accroissement du chômage des Noirs, mais d'abord l'existence d'une discrimination négative à leur égard lorsqu'ils sont demandeurs d'un emploi.

Au début des années quatre-vingt-dix, la notion d'*underclass* s'est donc imposée, à la fois dans les représentations sociales communes, et notamment de manière spectaculaire par les images des émeutes de Los Angeles, mais aussi plus banialement par celles de la pauvreté et de la violence ordinaires, et dans le monde sociologique, où elle fait l'objet de discussions théoriques et de recherches empiriques. Apparue dans l'espace public à la suite d'articles de journalistes, elle a ainsi été reprise par les sciences sociales. Les efforts de certains pour lui donner un contenu théorique n'ont cependant pas permis l'émergence d'un concept véritable sur lequel un réel consensus s'exprimerait.

### La *marginalidad* latino-américaine

L'histoire de la notion de *marginalidad* en Amérique latine a des repères moins précis. En partie parce qu'elle a été moins étudiée – si la notion elle-même a donné lieu à une importante littérature, son histoire proprement dite n'a pas été racontée (44). Et surtout parce que ses moments ont été moins marqués – la notion, pourtant ancienne, semble s'être imposée plus lentement (45). A ses origines, deux traditions sont généralement invoquées, celle de Marx et celle de l'Ecole de Chicago, qui alimentent deux approches, l'une, socio-économique, et l'autre, socioculturelle.

D'un côté, Marx parle de « surpopulation relative » ou d'« armée industrielle de réserve » – les deux termes sont chez lui équivalents – produit de l'accumulation capitaliste qui se subdivise en quatre catégories (46) : « la forme flottante » correspond aux besoins fluctuants de main-d'œuvre de l'industrie moderne qui se débarrasse de ses travailleurs les moins performants ; « la forme latente » est constituée des paysans que la modernisation met en difficulté dans les campagnes et qui sont donc prêts à grossir les rangs du prolétariat ; « la forme stagnante » regroupe les ouvriers mi-

(44) Les travaux, comme ceux de Rodriguez Parra et de Ignacio Sotelo, que cite Larissa Adler Lomnitz dans : *Networks and marginality. Life in a Mexican shantytown* (1977), présentent plutôt une interprétation générale des sources théoriques qu'une analyse circonstanciée des conditions d'apparition et de diffusion de la notion dans le contexte latino-américain.

(45) J'ai essayé de retracer les principaux moments de l'histoire intellectuelle et politique dans « *Marginalidad et marginados. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique latine* », dans *l'Etat de l'exclusion*, sous la direction de Serge Paugam, à paraître.

(46) Dans le chapitre xxv du Livre Premier du *Capital*, dans *Oeuvres. Economic I*, (1965), pp. 1141-1166. L'explication de l'existence de cette population surnuméraire a influencé tout le développement de la pensée radicale sur la marginalité en Amérique latine : « La loi de la décroissance proportionnelle du capital variable et de la diminution correspondante dans la demande de travail relative a donc pour corollaires l'accroissement absolu du capital variable et l'augmentation absolue de la demande de travail suivant une proportion décroissante, et enfin, pour complément, la production d'une surpopulation relative ».

séables faisant l'objet d'une exploitation particulière comme dans le travail à domicile ; enfin « le dernier résidu habite l'enfer du paupérisme » et comprend notamment « des vagabonds, des criminels, des prostituées, des mendians, et tout ce monde qu'on appelle les classes dangereuses ». Il s'agit donc de la fraction de plus en plus grande de la population qui n'est pas – ou plus – intégrée à l'économie capitaliste dont elle représente « les faux frais ». Le mot marginalité n'est certes pas employé (47), mais l'analyse fournit les bases de son utilisation ultérieure par les économistes latino-américains, en tant que partie de la population en excédent du processus de production moderne auquel elle fournit néanmoins occasionnellement de sa force de travail dans des conditions de particulière précarité et qu'elle contribue à structurer en constituant, notamment pour les employeurs, un moyen de pression sur leur main-d'œuvre.

De l'autre côté, l'Ecole de Chicago s'intéresse aux individus et aux groupes qui se situent en marge de la société du fait de leur mode de vie : ce sont en particulier les travaux qui s'intégreront dans ce que l'on appelle la « sociologie de la déviance » (48). Précurseur reconnu de ce courant de pensée, Georg Simmel a introduit en sociologie la figure emblématique de l'étranger, non pas « ce personnage qu'on a souvent décrit dans le passé, le voyageur qui arrive un jour et repart le lendemain, mais plutôt la personne arrivée aujourd'hui et qui restera demain, le voyageur potentiel en quelque sorte » (49). Cette figure anticipe celles du *hobo* de Nels Anderson et de l'*outsider* de Howard Becker, qui apparaissent comme deux figures emblématiques de la marginalité urbaine : d'un côté, le « sans-abri », ouvrier migrant, dont l'existence est placée sous le double signe de la pauvreté et du nomadisme ; de l'autre, le « délinquant », qu'il soit

(47) A cet égard, il n'est pas certain que les deux notions soient superposables, comme on a pu l'écrire. Dans « Marginalité et conditions sociales du prolétariat urbain en Afrique. Les approches du concept de marginalité et son évaluation critique », *Cahiers d'études africaines*, p. 354, Alain Marie ne tranche pas la question. Il commence par affirmer l'équivalence des deux expressions, mais au conditionnel : « Il y a synonymie entre marginalité et "armée industrielle de réserve". La marginalité ne serait que l'habillage conceptuel récent du phénomène que Marx avait décrit pour le XIX<sup>e</sup> siècle européen. Plus exactement, elle serait une autre manière de décrire le sous-prolétariat urbain du tiers monde ». Il prend ensuite une certaine distance, mais par l'intermédiaire d'autres auteurs : « La diversité des situations au sein de cette marginalité est suffisante pour que le concept puisse continuer d'apparaître à beaucoup comme un meilleur dénominateur commun de la condition de ces populations

que celui, plus précis et surtout plus "économiste", d'"armée industrielle de réserve" ».

(48) Une vision assez complète en est donnée dans l'ouvrage, *The other side. Perspectives on deviance*, Howard Becker ed. (1964).

(49) L'originalité du propos, tiré de « D'gressions sur l'étranger », dans *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Yves Grafmeyer et Isaac Joseph éds. (1990), p. 53, tient à ce que l'analyse de la situation de l'étranger est référée à l'espace : « Il est attaché à un groupe spatialement déterminé ou à un groupe dont les limites évoquent des limites spatiales, mais sa position dans le groupe est essentiellement déterminée par le fait qu'il ne fait pas partie de ce groupe depuis le début, qu'il y a introduit des caractéristiques qui ne lui sont pas propres et qui ne peuvent pas l'être ». Affirmant que « les relations spatiales ne sont que la condition, d'une part, le symbole, d'autre part, des relations sociales », Georg Simmel ouvre ainsi la voie à l'écologie urbaine.

fumeur de marijuana ou voleur de voitures, et dont la reconnaissance, toujours culturellement définie, est faite par les entrepreneurs de morale (50). Par l'intérêt qu'ils portent à l'inscription de la marginalité dans l'espace de la ville – inscription des déplacements du migrant ou du territoire du gang –, les sociologues de l'Ecole de Chicago lui donnent la dimension spatiale qui deviendra essentielle dans les enjeux théoriques et politiques de la marginalité en Amérique latine. Par la place qu'ils accordent à l'étude des représentations et des comportements des acteurs, à commencer par les marginaux eux-mêmes, ils inaugurent l'approche culturelle, et souvent culturaliste, qui influencera considérablement les travaux latino-américains sur la pauvreté urbaine.

Les nombreux travaux sur le thème de la marginalidad menés en Amérique latine ont donc puisé dans ce double fonds – du matérialisme historique et de l'écologie urbaine – pour en extraire ce qui convenait à la perspective dans laquelle ils étaient entrepris. Comme l'écrit Larissa Lomnitz : « Inévitablement, chaque discipline en est venue à associer le concept de marginalité à sa propre ligne de recherche ; ainsi, les psychologues tendent à voir la marginalité en termes de changements de la personnalité et d'adaptation à la vie urbaine, alors que les économistes sont plus intéressés par les questions d'emploi et de développement ; de même, parmi les sociologues, certains considèrent la marginalité comme un phénomène touchant l'ensemble de la société et apparaissant dès la période coloniale, et insistent sur l'absence d'implication dans les processus politiques de prise de décision » (51). La pluralité des discours scientifiques sur la marginalidad ne permet donc pas de suivre une linéarité historique. On peut toutefois tenter de cerner les enjeux à la fois théoriques et politiques qui se sont cristallisés autour de cette notion, et suivre leur évolution dans le temps.

C'est en tant que réalité spatiale que la marginalidad se présente d'abord au début des années cinquante. La croissance très rapide des villes, sous l'effet des migrations d'origine rurale, et plus encore de leurs banlieues défavorisées, donne à la pauvreté péri-urbaine un caractère de forte visibilité (52). Les quartiers hâtivement construits sur des terrains illégalement

(50) Entre la monographie de Nels Anderson, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri* (1993), publiée en 1921, et la collection de textes rassemblés en 1963 par Howard Becker, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance* (1985), la question du rapport à la norme, et plus globalement à la société, s'est imposée de manière centrale dans la problématique de la marginalité, comme l'indique la systématisation de la notion de déviance. On est en fait passé d'une ethnographie d'individus ou de groupes marginaux (le hobo, le jack roller, le gang) à une so-

ciologie des interactions par lesquelles se construit la marginalité.

(51) Dans *Networks and marginality. Life in a Mexican shantytown* (1977), p. 10.

(52) Selon la CEPAL, citée par Graciela Schneier et Silvia Sigal dans *Marginalité spatiale : Etat et revendications urbaines. Le cas des villes latino-américaines* (1980), document ronéoté, p. 6, l'urbanisation a connu, entre 1950 et 1978, un développement de 134 % et l'accroissement de la population des villes de plus de 100 000 habitants a été de 211 %, atteignant 471 % au Brésil et

occupés aux marges des grandes métropoles placent leurs populations dans une position périphérique par rapport à la centralité urbaine (53). Mais tout autant que la situation géographique, ce sont la mise à l'écart des grandes infrastructures, le déficit de voies de communication et l'absence d'équipements qui confèrent à ces zones et à leurs résidents l'image de la marginalité spatiale. Cette relégation à la périphérie des villes apparaît toutefois rapidement comme étroitement liée à la forme qu'a pris le développement économique au cours de cette période, marquée sur tout le continent par la modernisation de l'appareil productif et l'internationalisation des échanges commerciaux.

La marginalidad, telle qu'elle est alors analysée par les économistes, s'inscrit dans le double cadre conceptuel de la pensée marxiste et de la théorie de la dépendance. Ainsi, José Nun (54) constate-t-il à la fois les similitudes et les différences entre la situation des populations marginales de l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'Amérique latine du XX<sup>e</sup> siècle. La pauvreté urbaine liée au développement du capitalisme industriel existe certes dans les deux cas, mais si les premières sont des situations transitoires, les secondes représentent une réalité permanente. Cette structuration différente de l'espace social tient précisément à la mondialisation des rapports économiques et à la position qu'y occupent les pays latino-américains : dans les sociétés européennes du siècle précédent, l'appareil productif était déterminé par les logiques internes du capital et l'excédent démographique pouvait se résorber largement grâce à l'émigration, notamment vers l'Amérique ; au contraire, dans les sociétés latino-américaines contemporaines, les déterminations sont largement externes, en provenance des pays occidentaux, et les soupapes migratoires ne fonctionnent pratiquement pas dans le sens sud-nord. L'analyse de Robert Adams (55), si elle diffère de

(suite de la note 52)

534 % au Vénézuéla. Selon Portes et Walton, également cités par ces auteurs, les habitants des *favelas*, qui constituaient 14 % de la population de Rio en 1950, en représentaient 35 % en 1961, alors que la proportion de ceux des *ranchos* à Caracas était passée de 17 à 35 % entre 1953 et 1962.

(53) Les centres ne sont certes pas épargnés par les processus de paupérisation, qui y prennent la forme d'une taudification, autrement dit d'une densification dans un habitat dégradé, comme le montre Henry Godard pour les deux grandes villes équatoriennes, dans *Quito, Guayaquil. Evolución y consolidación en ocho barrios populares* (1988). Mais aussi bien du point de vue du nombre d'habitants qu'en termes de représentations, c'est l'accroissement à la périphérie qui constitue le principal enjeu socio-politique des grandes métropoles latino-américaines.

(54) Dans « *Sobrepoblación relativa, ejército industrial de reserva y masa marginal* », *Revista latinoamericana de sociología*, 1969, pp. 178-236, l'auteur différencie « la surpopulation relative » qui correspond aux individus chômeurs et sous-employés, de « l'armée industrielle de réserve » qui se compose de travailleurs que le capital se donne la possibilité d'intégrer. Il reste donc une fraction qu'il appelle « masse marginale », constituée de ceux qui ne trouveront jamais de place sur le marché de l'emploi et caractéristique de la situation de dépendance des pays du tiers-monde.

(55) Voir « *Harnessing technological development* », dans *Rethinking modernization. Anthropological perspectives*, John J. Poggie, Robert N. Lynch eds. (1974), pp. 37-68, et les analyses sur cette question de Larissa Adler Lomnitz (1977).

l'approche précédente sur le plan théorique, puisqu'elle fait de la marginalisation un phénomène général des sociétés qui toutes produisent de «l'entropie», a en commun avec elle de distinguer la marginalité telle qu'elle existe dans les pays industrialisés, qui sont en mesure de la combattre grâce à des politiques de protection sociale, et dans les pays dits en développement, qui n'ont ni les moyens ni la volonté de mettre en œuvre une véritable stratégie dans ce domaine. Il y a donc une spécificité de la marginalité dans le tiers-monde.

A cette double dimension – spatiale et économique – de la marginalidad, s'ajoute une troisième, socio-culturelle, qui la définit par les comportements individuels et collectifs. Cette approche trouve sa forme la plus accomplie dans les travaux d'Oscar Lewis (56) et la caractérisation de la culture de la pauvreté qu'il en a déduite. L'influence en est présente dans les travaux de psychologie sociale, mais aussi de criminologie, sur les milieux populaires. Des pratiques dans des domaines aussi divers que la violence et la maladie sont rapportées à l'existence de traits culturels spécifiques liés aux situations sociales auxquelles sont confrontés les individus (57). Les recherches les plus innovantes portent sur les comportements politiques de populations marginales et tentent d'établir la part de vérité que contiennent les représentations de sens commun qui, d'un côté, stigmatisent leur indifférence et leur inconstance, notamment sur le plan électoral, et de l'autre, font peser la menace d'explosions populaires incontrôlables, comme le seront plus tard les émeutes de faim (58). En fait, les enquêtes montrent à la fois la différenciation des positions et des

(56) Malgré le succès qu'elle a connu, cette notion est relativement peu théorisée dans les divers ouvrages d'Oscar Lewis, y compris dans *Antropología de la pobreza. Cinco familias*, (1961). Seuls l'article «The culture of poverty» (1965) et l'introduction de son livre, *Les enfants de Sánchez. Auto-biographie d'une famille mexicaine* (1963) fournissent un aperçu un peu plus élaboré sur cette culture de la pauvreté en listant ainsi ses caractéristiques : «l'esprit grégaire, l'alcoolisme, le recours fréquent à la violence pour régler les querelles, les châtiments corporels pour les enfants, l'initiation précoce à la vie sexuelle, l'union libre ou le mariage consanguin, l'abandon relativement fréquent de l'épouse et des enfants, une tendance au matriarcat et un lien plus étroit avec les membres de la famille du côté maternel, la prédominance de la famille-souche, une forte prédisposition à l'autoritarisme, l'accent mis sur la solidarité familiale (...) une préférence pour le présent, accompagnée d'une relative impossibilité à remettre les plaisirs ou les projets au lendemain, un sens de la résigna-

tion et un fatalisme fondés sur les dures réalités de leur existence, la croyance en la supériorité masculine qui atteint sa cristallisation dans le machisme, et sa conséquence chez la femme, le complexe du martyre, enfin une tolérance générale pour tous les cas de psychopathologie».

(57) Sur les deux thèmes évoqués, on peut lire par exemple, *Familia y violencia en la barriada* de Carmen Pimentel Sevilla (1988) et *Probreza urbana : enfermedad y comportamiento popular*, de Juan Carlos Ribadeneira (1991). Une importante recension a été faite par Guy Houchon, dans son article : «La théorie de la marginalité urbaine dans le tiers monde. Etude différentielle du squatting et de l'économie informelle dans leurs aspects criminologiques» (1982).

(58) Deux études méritent une attention particulière, celle de W.A. Cornelius, *Politics and the migrant poor in Mexico city* (1975), sur les *colonias proletarias* mexicaines et celle de J.E. Perlman, *The myth of marginality. Urban poverty and politics in Rio de Janeiro*, (1976), sur les *favelas* brésiliennes.

engagements politiques au sein de ces populations, leur ancrage dans les réalités quotidiennes et leur insertion dans des réseaux clientélistes.

Ces différentes lectures de la marginalidad sont certes partiellement concurrentes, mais dans nombre de travaux, elles se combinent. Ainsi Graciela Schneier et Silvia Sigal tentent-elles de dépasser les « acceptations » qu'elles appellent « systématiques » (par rapport au marché du travail) et « empiriques » (sur la base de l'étude des quartiers pauvres), en proposant une « redéfinition de la marginalité » qui la situe « comme problème social », mais les conduit « à parler davantage de conduites marginales que de situations marginales » (59). Ces conduites, qui ont trait aussi bien à la légalité des pratiques foncières qu'à la participation économique et à la citoyenneté politique, constituent bien un niveau d'articulation possible des différents champs dans lesquels la marginalidad est décrite en Amérique latine, en y introduisant également le rapport de la société à l'Etat, jusqu'alors peu présent.

La notion fait cependant l'objet de critiques réitérées que l'on peut schématiquement ordonner autour de deux arguments. D'une part, on lui reproche de ne pas nommer un groupe sociologiquement identifiable (60). Si l'on se réfère à la situation par rapport à la forme de travail dominante que représenterait le salariat, comment penser que le petit commerçant à son compte, l'apprenti travaillant dans un atelier, l'ouvrier non qualifié payé à la journée, le paysan employé en ville comme aide-maçon pour y assurer la période de soudure, la domestique résidant chez ses patrons et n'y recevant qu'une maigre indemnité, ou encore le chef mafieux vivant de trafics divers, appartiennent à la même catégorie sociale ? D'autre part, on s'oppose à l'idée d'une société et d'une économie duales, l'une au centre et intégrée, l'autre à la marge et anomique (61). Tout montre au contraire que ceux que l'on désigne comme marginaux ont des liens, souvent de dépendance et d'exploitation, avec le secteur de production formel, que les formes de passage entre l'emploi stable et les situations précaires sont multiples et que l'on a donc bien affaire à une société sans marges.

Si ces débats sont particulièrement vifs dans les années soixante et soixante-dix, la marginalité va s'éteindre progressivement dans les années

(59) Graciela Schneier et Silvia Sigal, définissent « la marginalité comme décalage entre le droit de cité et sa jouissance effective et les conduites marginales comme des actions visant à l'intégration par l'accès à ce droit » (1980).

(60) Dans *Polo marginal de la economía y mano de obra marginada* (1971), Anibal Quijano propose de distinguer une « petite bourgeoisie marginale » et un « prolétariat marginal ».

(61) C'est ce qu'explique Manuel Castells dans *Problemas de investigación en so-*

*cología urbana* : « Il est idéologique d'appeler marginalité ce qui, de fait, est la situation de tension entre deux structures sociales qui s'interpénètrent. Puisque la migration vers les villes est le produit de la décomposition des structures rurales, il semble normal que les migrants ne soient pas absorbés par le système productif urbain. Mais ceci n'implique pas qu'ils soient en dehors ou en marge de la société. Cette forme d'articulation est un trait caractéristique et non pathologique ».

quatre-vingt, ou plutôt disparaître de l'espace public, car elle demeure aujourd'hui encore dans le langage commun une manière ordinaire de caractériser les pauvres. Une autre prend sa place : l'informalité. Déjà, certains en avaient fait deux notions équivalentes : « Le noyau dur de la marginalité peut être défini à partir de deux traits caractéristiques : l'absence d'articulation ou d'insertion formelle dans le processus de production industriel urbain et l'insécurité chronique de l'emploi. C'est aussi ce que les économistes latino-américains nomment secteur informel », écrivait Larissa Lomnitz en 1977, se référant à une série de travaux, notamment du Bureau international du travail (62). En fait, le débat sur le secteur informel connaît deux périodes. De sa création en 1972 jusqu'au milieu des années quatre-vingt, il est vu, par les institutions internationales notamment, comme la partie non structurée de l'économie des pays du tiers-monde, correspondant à une étape dans leur processus de modernisation. A partir de 1986, année de la parution du célèbre ouvrage de Hernando de Soto à la gloire du secteur informel (63), il apparaît comme une solution à la crise économique et idéologique qui remet en cause les modèles de développement admis jusqu'alors. Les petits métiers deviennent l'expression de la créativité populaire. Les pauvres ne sont plus des marginaux exclus du système de production, ils deviennent de petits producteurs dont le dynamisme est opposé à la bureaucratie des grandes entreprises et des appareils d'Etat (64). On retrouve d'ailleurs, dans les discussions autour du secteur informel, des positions intellectuelles et politiques proches de celles précédemment observées autour de la marginalité, avec en particulier l'existence d'un pôle culturaliste qui fonctionne cette fois, non plus dans le registre misérabiliste de la culture de la pauvreté, mais sur le mode populiste pour réhabiliter l'esprit d'initiative du peuple.

(62) Voir son ouvrage déjà cité, p. 13. Dix ans plus tard, les deux mots paraissent presque interchangeables, comme l'indique le titre d'un numéro spécial de la revue vénézuélienne *Nueva sociedad*, 90, Juillet-Août 1987 : « Marginalidad sector informal », qui rassemble une série d'articles utilisant l'une et l'autre notion de manière apparemment indifférenciée.

(63) *El otro sendero. La revolución informal* (1986) a eu six éditions dans les cinq mois qui ont suivi sa parution. A partir de 1987, la quatrième de couverture s'orne de commentaires flatteurs du Secrétaire général des Nations Unies et d'un ancien Président de la Banque mondiale. Les impondérables de la vie politique péruvienne ont fait que cet ouvrage, soutenu tout au long de sa rédaction par Mario Vargas Llosa qui l'a en-

suite préfacé, est considéré comme ayant joué un rôle important en 1990 dans l'élection à la Présidence du rival de celui-ci, Alberto Fujimori, qui s'était emparé du thème de l'informel pour nourrir l'argumentaire de sa campagne en direction des secteurs populaires.

(64) On trouvera une histoire critique de la notion de secteur informel dans le texte de Bruno Lautier : « Les ouvriers n'ont pas la forme. Informalité des relations de travail et citoyenneté en Amérique latine », dans *L'Etat et l'informel*, Bruno Lautier, Claude de Miras, Alain Morice eds. (1991), pp. 11-76, et une analyse de la littérature latino-américaine sur le sujet dans l'ouvrage de Claude de Miras et Roberto Ruggiero, *Había una vez... pequeñas actividades en la urbe* (1991).

## Des problèmes sociaux à la question sociale

Trois notions se sont donc historiquement imposées pour désigner la pauvreté urbaine en France, aux Etats-Unis et en Amérique latine. C'est autour d'elles que se sont développés les débats théoriques. C'est en référence à elles qu'ont été élaborés des programmes politiques. Les intellectuels, les décideurs, les journalistes et le public les utilisent quotidiennement pour parler d'une réalité que l'on a souvent décrit comme «nouvelle pauvreté», mais qui en excède toujours le cadre. Avant d'engager la comparaison entre les trois notions, il faut répondre par avance à une double critique.

A la présentation faite ici, on peut d'abord rétorquer que le mode de désignation n'est pas aussi univoque qu'il le paraît, que l'on parle aussi de «marginality» aux Etats-Unis ou des «excluidos» en Amérique latine (65) et que d'autres termes sont également utilisés pour nommer ces phénomènes, comme par exemple en France «relégation» ou «disqualification». Ce serait sous-estimer deux éléments qui traduisent les effets de domination exercés par les trois notions dans les champs intellectuels, politiques et médiatiques. D'une part, elles ont progressivement subsumé la totalité des signifiés attachés à la pauvreté urbaine : alors que l'exclusion indiquait principalement, au milieu des années quatre-vingt en France, une dimension spécifique de la pauvreté – celle d'un statut social lié à l'assistance et par conséquent à la non-réciprocité des relations –, elle en absorbe aujourd'hui tous les aspects – spatial, culturel, économique, politique – que l'on avait auparavant tenté de différencier (66). D'autre part, les divers signifiants utilisés jusqu'alors se voient déplacés vers d'autres objets : ainsi, en France, le mot marginalité se réfère aujourd'hui surtout à des comportements en dehors des normes sociales, comme la

(65) Il n'est d'ailleurs pas impossible que par le double jeu du débat d'idées et des effets de traduction, des «contaminations lexicales» se produisent. En France, deux ouvrages récents, l'un sur les Etats-Unis, l'autre sur l'Amérique latine, utilisent la notion d'exclusion pour désigner la pauvreté urbaine : Chapour Haghigat, *L'Amérique urbaine et l'exclusion sociale* (1994) et A. Alvarez Béjar et al., *Amérique latine. Démocratie et exclusion* (1994).

(66) Louis Join-Lambert, dans «Thèse explicative : la pauvreté persistante», dans *La pauvreté, une approche plurielle*, Alain Fracasse, Marie-France Marques et Jacques

Walter eds., (1985), pp. 56-61, republié partiellement dans *Problèmes politiques et sociaux*, n° 588, insiste sur la nécessité de distinguer «pénurie» (matérielle), «déclassement» (professionnel) et «exclusion», en réservant ce dernier terme aux rapports sociaux inégaux produits par les situations de pauvreté et en prenant comme exemple l'assistance. De même, l'article de Michel Messu «L'utilisation des services sociaux : de l'exclusion à la conquête d'un statut», *Revue française de sociologie*, 1989, pp. 41-55, concerne-t-il les positions et les stratégies des individus face au dispositif d'action sociale.

délinquance, alors que ses limites d'avec l'exclusion n'étaient pas si claires à la fin de la décennie soixante-dix (67).

Mais à l'encontre de l'analyse développée ici, on peut aussi arguer que les mots eux-mêmes, ou tout au moins les idées qui leur sont associées, ne sont pas nouveaux. Ce serait là encore méconnaître les faits. La consultation des encyclopédies et des dictionnaires – généraux et spécialisés – est à cet égard révélatrice. Si «exclusion» est courant en français, il se réfère à une action de privation des droits ou de mise à l'écart, mais ne comprend pas les dimensions sociale, économique et culturelle qu'on lui connaît (68). En anglais, «underclass» est d'apparition récente ; jusqu'au début des années soixante-dix, on utilisait seulement l'expression «lower class», qui correspondait à l'ensemble des catégories défavorisées et semblait avoir pour synonymes «poor» et «underprivileged» (69). Enfin, jusqu'à présent, «marginalidad» ne fait pas partie du vocabulaire espagnol reconnu par l'Académie royale, non plus que «marginalización» ; seuls «margen» et «marginal» existent, mais pour désigner un espace physique ou typographique (70). Certes, les dictionnaires ne donnent qu'un état officiel de la langue et offrent un décalage dans le temps avec l'usage commun ou scientifique, mais le changement de sens, l'apparition récente et l'inexistence, qui caractérisent respectivement l'inscription de ces termes dans chacune des trois langues, sont la marque d'une nouveauté lexicale. De même, les encyclopédies révèlent-elles un état des idées, et une absence d'entrée pour un mot donné consacre alors l'absence de débat public autour de la question à laquelle il renvoie.

Que les notions soient récentes et polarisent les enjeux actuels autour de la pauvreté urbaine n'implique pas qu'elles soient stabilisées, que leur contenu soit réellement explicite et homogène. La définition elle-même en

(67) L'ouvrage collectif intitulé : *Les marginaux et les exclus dans l'histoire* (1979), rassemble ainsi une quinzaine de textes sur des sujets aussi variés que le banditisme social en Sardaigne, les tribus criminelles en Inde britannique, les mendians au XVIII<sup>e</sup> siècle, les apaches de la Belle Epoque ; dans la présentation de Bernard Vincent, marginalité et exclusion sont utilisées à peu près indifféremment.

(68) Il ne constitue même pas une entrée dans l'*Encyclopédia Universalis* en trente volumes de 1990, dont le *Thesaurus* renvoie, pour le mot «exclusion», à «handicapés, malades mentaux, ostracisme» ; quant à la partie *Symposium* qui développe les «Enjeux», le terme n'apparaît pas dans les lignes consacrées au lien social, ni dans le chapitre intitulé «Mécanismes d'intégration et formes de déviance».

(69) On ne trouve «underclass» ni dans la *New Encyclopedia Britannica* en trente volumes de 1984, ni dans l'*International Encyclopedia of the Social Sciences* de 1968 qui, dans le chapitre «Social stratification» (volume 15 pp. 332-337), aborde le thème de la culture de classe en distinguant la «lower class» des trois autres – «working, middle et upper class». A lire les caractéristiques de la lower class et l'importance donnée aux éléments de comportements, on constate qu'elle est bien l'ancêtre de l'underclass, quoiqu'en disent les défenseurs de la spécificité de celle-ci.

(70) Voir notamment l'édition de 1981 du *Diccionario manual y ilustrado de la lengua española* de l'Académie royale d'Espagne et celle de 1986 du *Diccionario de uso del español* de María Molinar.

est souvent confuse. En France, le terme «exclusion» a été adopté sans véritable discussion théorique et n'a pas fait l'objet d'un travail de délimitation. La question de savoir ce qui caractérise et singularise les exclus reçoit par conséquent presque autant de réponses qu'il y a de travaux sur le thème. Au sein même du Commissariat au Plan, on est passé en un an d'un cadre très large où se retrouvent «les populations exclues durablement du marché du travail, stigmatisées par un passage en détention, privées de l'échange de biens et de services par l'absence totale de ressources, exclues du savoir, de la culture commune par un échec scolaire trop précoce» à une perspective plus restrictive autour de l'emploi et de la protection sociale (71). Aux Etats-Unis, où c'est d'abord le discours journalistique qui l'a imposée, on a relevé la faiblesse conceptuelle de la notion d'*underclass* sur laquelle un auteur comme William Julius Wilson a pourtant tenté de s'expliquer à plusieurs reprises. Comme l'écrit Douglas Muzzio : «On peut se demander jusqu'à quel point le concept d'*underclass* est parvenu à maturation. Le constat n'est pas très encourageant. Le noyau conceptuel lui-même – *underclass* – a résisté aux tentatives de définition, car aucun chercheur n'a été en mesure d'imposer la sienne. Ce qui signifie que les auteurs travaillant sur le sujet ne sont même pas toujours d'accord sur ce sur quoi ils écrivent» (72). Quant à l'Amérique latine, si la marginalité y a fait l'objet de nombreuses publications et suscité des positions contradictoires, témoignant de la réalité d'un enjeu scientifique, on est néanmoins frappé du décalage entre les analyses théoriques et les études empiriques, les premières développant une conceptualisation forte dans la tradition marxiste, les secondes se limitant souvent à des descriptions factuelles d'inspiration volontiers culturaliste. Au point que, dans l'introduction de sa monographie sur les populations marginales de Mexico, Larissa Lomnitz, après avoir évoqué les critiques faites à l'encontre de ce mot, conclut : «Dans ce livre, j'utiliserais le terme "marginalité" 1) parce qu'il est descriptif du clivage existant dans la classe des travailleurs entre ceux qui participent à la production industrielle et à ses bénéfices, et ceux qui n'en profitent pas et 2) parce qu'il est largement accepté et compris en Amérique latine, où son usage est solidement établi» (73). Position certes pragmatique, mais définition pour le moins minimaliste.

(71) Les deux préfaces rédigées par Jean-Baptiste de Foucauld, Commissaire au Plan, pour les rapports : *Exclus et exclusions* de 1992 et *Cohésion sociale et prévention de l'exclusion* de 1993, déjà cités, illustrent cette évolution, également nette dans les rapports eux-mêmes.

(72) Extrait de «The smell in the urban basement», *Urban affairs quarterly*, 1983, pp. 133-143, cité par Robert Aponte dans l'article déjà mentionné. Depuis lors, des discussions ont certes eu lieu et des définitions

ont été proposées, mais sans parvenir à un consensus sur les termes mêmes du débat ni à fortiori sur des critères permettant une caractérisation. Alors qu'il fait preuve d'une sévérité justifiée à l'égard de la notion d'exclusion, peut-être Robert Castel accorde-t-il trop de crédit à la cohérence sociologique de l'*underclass*, sur laquelle il revient à deux reprises dans le livre déjà cité (1995), p. 15 et p. 448.

(73) Dans l'ouvrage évoqué plus haut (1977), p. 48.

On se méprendrait toutefois sur le sens de cette indétermination des trois notions, si l'on en faisait seulement un problème de déficit de théorisation, comme l'écrivent nombre d'auteurs, notamment nord-américains, probablement trop focalisés sur leur objet – la pauvreté urbaine – pour examiner les facteurs qui en déterminent la construction – à commencer par la demande sociale et politique. A négliger cette mise en perspective sociologique du travail des sociologues, on risque en effet de se priver de la compréhension de phénomènes d'ordre général auxquels est confrontée la recherche en sciences sociales lorsqu'elle porte sur des «problèmes de société». La pauvreté urbaine, quel que soit le terme par lequel on la nomme, est d'abord une réalité qui s'impose au monde social et politique comme «problème social». C'est l'existence de «difficultés» et l'urgence des «réponses» à leur apporter qui oriente dans une large mesure la programmation scientifique. Ce qui unifie, dans chacun des contextes et à un moment donné, la problématique de l'exclusion, de l'underclass et de la marginalidad, c'est le fait de se référer à ce qui «fait problème» dans le monde social (74). D'où la quasi-impossibilité de constituer une problématique scientifique unique.

Car la réalité sur laquelle s'opère ce travail scientifique est à la fois hétérogène – puisqu'elle est définie par le seul fait de poser problème à la société, et non par un critère objectivable comme la pauvreté ou le chômage – et changeante – non seulement parce qu'elle se transforme, mais parce que les préoccupations de la société à son égard évoluent. Lorsqu'un dossier est réalisé en France sur «le temps des exclusions» (75), c'est un vaste ensemble de phénomènes qui y est traité, depuis «les quartiers défigurés» jusqu'à «l'étranger stigmatisé» et «la tentation extrémiste», en passant par «l'escalade de la pauvreté» et «les parias dans la ville». Le lien entre ces diverses réalités semble tellement s'imposer d'évidence qu'il n'a même plus besoin d'être démontré : «Ces millions de pauvres, de marginaux, de squatters, de mal-logés, de prolétaires dont

(74) On pourrait ici reprendre l'analyse d'Abdelmalek Sayad sur l'immigration, dans : *L'immigration, ou les paradoxes de l'altérité* (1991), pp. 14-15 : «Il est dans le statut de l'immigré et, par suite, dans la nature même de l'immigration, de ne pouvoir être nommés, de ne pouvoir être saisis et traités qu'à travers les différents problèmes auxquels ils sont associés – problèmes qu'il faut entendre ici au sens de difficultés, d'ennuis, de dommages, etc., plus qu'au sens de problématique constituée de manière critique en vue de l'étude d'un objet qui fait nécessairement problème et qui, caractéristique qui lui est propre, n'existe, à la limite, que par les problèmes qu'il pose à la société (...). Sans doute, la problématique vraie et appropriée à ce domaine devrait-elle commencer

par se donner comme premier problème, comme problème préalable, le fait qu'il s'agit d'un objet qui fait problème».

(75) C'est le titre du numéro 20 de «Manière de voir», *Le Monde diplomatique*, novembre 1993. Dans son introduction, intitulée : «Un crime social», pp. 6-7, Ignacio Ramonet établit une liste inachevée de ces exclusions : «la situation des sans-abri, la crise des banlieues-ghettos, la marginalisation des chômeurs de longue durée, le basculement de la pauvreté des ménages surendettés, la persistance de la misère dans certaines zones rurales, les travailleurs à emploi précaire, l'exacerbation des tensions interethniques et le rejet des réfugiés et des étrangers...».

le nombre ne cesse de croître constituent peu à peu, aux frontières de la société établie, un antimonde dont les frustrations et le désespoir nourrissent naturellement la violence». La seule unité que l'on puisse pourtant revendiquer autour de ces thèmes est qu'ils mettent en cause, par leur seule présence, les principes qui fondent l'ordre social. C'est à ce titre qu'ils sont considérés comme relevant d'une catégorie unique. Or, il n'est pas facile à la sociologie de rassembler dans une théorie unique la pauvreté et le racisme, les chômeurs et les harkis, les banlieues et l'extrême-droite – même si l'on sent intuitivement qu'il y a certains liens entre les différents phénomènes.

Dans ces conditions d'indétermination – qui sont donc structurelles à ce type d'objet et non un simple effet de sa conceptualisation insuffisante –, on ne s'étonnera pas de ce que chacun utilise l'exclusion, l'underclass ou la marginalidad moins comme concept que comme argument, les uns pour dénoncer les injustices sociales, les autres pour s'en prendre à l'affaiblissement moral, tous pour critiquer l'Etat qui n'en fait pas assez ou en fait trop. Comme l'écrit Paul Peterson : « A cause de ses significations multiples, underclass est un mot qui peut être utilisé aussi bien par les conservateurs, les libéraux et les radicaux. C'est un terme parfait pour les conservateurs qui veulent identifier les individus incapables de se prendre en charge eux-mêmes ou enclins à développer des comportements antisociaux. Mais underclass, comme lumpenproletariat, est aussi un concept adéquat pour ceux qui veulent identifier un groupe formé et dominé par les forces économiques et politiques de la société, mais qui n'ont aucun rôle productif. Et underclass est encore acceptable pour les libéraux qui de manière quelque peu ambiguë refusent de choisir entre ces deux points de vue, mais qui souhaitent néanmoins distinguer l'Amérique de la classe ouvrière et de la classe moyenne de ceux qui semblent séparés ou marginaux par rapport à cette société » (76). Chacun n'en fait certes pas le même usage, mais tous y trouvent matière à argumenter leur thèse. La façon de qualifier et de représenter le monde social ne peut en effet être traitée seulement comme une pratique cognitive : elle est aussi un acte politique. En particulier, dès lors que l'on se place en termes de « problèmes » posés à et par la société, il est évidemment difficile de faire la part entre l'analyse scientifique et la position idéologique.

C'est par rapport à cette dérive que des sociologues comme Pierre Rosanvallon ou Robert Castel essaient, en France, comme l'ont fait avant eux, par exemple William Julius Wilson ou Robert Aponte aux Etats-Unis et José Nun ou Aníbal Quijano en Amérique latine, de reconstruire un cadre théorique pour penser les transformations de la société. Formulée de manière schématique, leur interrogation est la suivante : le développe-

(76) Voir « The urban underclass and the poverty paradox », dans *The urban underclass*, Christopher Jencks et Paul E. Peterson eds. (1991), pp. 3-27. Les qualificatifs

« conservateur », « libéral » et « radical » sont évidemment à prendre dans le sens qu'ils ont dans le contexte de la vie politique américaine.

ment d'une nébuleuse de problèmes sociaux désignée sous le nom d'exclusion peut-elle être interprétée comme l'émergence d'une « nouvelle question sociale » ? Pour Pierre Rosanvallon, c'est la « crise du modèle » traditionnel de l'Etat-providence qui conduit à la refondation de la solidarité et à la négociation d'un nouveau contrat social. Pour Robert Castel, c'est le « naufrage de la société salariale » qui remet en cause les principes de la cohésion sociale et les bases de ce qu'il nomme, lui, l'Etat social. Le constat d'une « nouvelle question sociale », quel qu'en soit le diagnostic – en l'occurrence, bien que les deux approches diffèrent, il n'est pas éloigné – conduit au rejet de la notion d'exclusion considérée comme peu opératoire et trop ambiguë. Chez les auteurs nord-américains, la formulation théorique apparaît plus spécifique : l'underclass constitue-t-elle véritablement une classe sociale et, dans ce cas, quelle place y ont les dimensions raciale et culturelle ? Spécificité que l'on peut rattacher à la fois à la situation sociale particulière (les ghettos noirs des *innercities*), mais aussi au contexte intellectuel et politique (affrontement des thèses conservatrices, libérales et radicales) des Etats-Unis. Quant aux théoriciens latino-américains de la *marginalidad*, leur question apparaît en quelque sorte plus universelle : en quoi les catégories marginales correspondent-elles aux populations surnuméraires du système de production capitaliste européen au siècle précédent et en quoi la position périphérique des pays du tiers-monde dans la division internationale du travail détermine-t-elle les conditions de cette marginalisation ? Là encore, il faut y voir l'effet des particularités sociologiques (le caractère massif de la migration rurale et ses conséquences sur le tissu social urbain) et des spécificités idéologiques (la place centrale du marxisme et l'influence croissante des théories de la dépendance) de la situation de l'Amérique latine dans les années soixante et soixante-dix.

Ces trois manières de reformuler les problèmes sociaux en une problématique sociologique convergent toutefois en ce qu'elles tentent de constituer une sorte de front théorique autour d'une explication ou d'une compréhension de ces phénomènes, contre les positions empiriques qui se veulent simplement descriptives, mais sont toujours susceptibles de manipulations idéologiques, dont la plus courante est, comme on l'a vu, de faire porter aux exclus, aux membres de l'underclass et aux populations marginales la responsabilité de leur situation. Elle diffère toutefois en fonction des stratégies adoptées face à la métaphore dominante. D'un côté, Pierre Rosanvallon et Robert Castel rejettent l'exclusion, qu'ils estiment fallacieuse, de la même manière que Michael Katz ou Manuel Castells tendent à récuser, respectivement, l'underclass et la *marginalidad*. De l'autre, William Julius Wilson et Robert Aponte, aux Etats-Unis, José Nun et Aníbal Quijano, en Amérique latine, s'efforcent de théoriser ces notions, comme le font, à leur manière, Serge Paugam ou Jacques Donzelot, en France. Au-delà de ces divergences importantes, ces analyses s'efforcent toutes de conceptualiser contre le sens commun les changements du monde social contemporain.

## Vers une topologie sociale comparée

La lecture proposée dans le présent travail est toutefois d'un autre ordre. Elle vise à montrer comment des notions s'imposent dans l'espace public, comment elles se transforment souvent imperceptiblement, comment elles agissent en retour sur ce qu'elles prétendent désigner en toute neutralité. Il s'agit en somme de faire apparaître les enjeux sociologiques des modes de représentation et de qualification du monde social. Plutôt que sur l'existence d'une «nouvelle question sociale», c'est sur la constitution de «nouvelles topologies sociales» que l'on s'interroge ici (77). Le programme de recherche ainsi défini est vaste, puisqu'il s'agit de rendre compte simultanément de la logique des faits et de la logique des idées qui, ensemble, concourent à l'élaboration de cette géographie sociale (78). Ainsi la spatialisation symbolique de l'exclusion, de l'underclass et de la marginalidad est-elle certes, comme on l'a vu, construite sur des éléments objectivables de localisation effective – au centre ou à la périphérie des villes, par exemple – de populations présentant certaines caractéristiques sociales – revenus, chômage, criminalité –, mais elle est également inscrite dans des histoires sociales et intellectuelles qui sont particulières à chaque contexte – l'influence des écoles de pensée et des visions du monde dominantes étant à cet égard essentielles (79). Une approche comparée devrait ainsi faire jouer ce double registre des faits et des idées pour donner à voir les singularités et les convergences de ces trois figures de la pauvreté urbaine.

(77) Ainsi, dans un tout autre contexte, Marc Augé tente-t-il d'élucider, dans *Théorie des pouvoirs et idéologie. Etude de cas en Côte d'Ivoire* (1975), p. 89, «le rapport sociologique de la "philosophie" d'une société donnée à sa structure sociale». La topologie de la sorcellerie en pays alladian est, à cet égard, aussi «bonne à penser» le social, comme le dit l'auteur, que l'est la topologie de la pauvreté dans les grandes métropoles modernes.

(78) Une entreprise de même nature est engagée, pour le domaine historique, par John M. Merriman dans : *Aux marges de la ville. Faubourgs et banlieues en France, 1815-1870* (1994). Mais le travail pionnier en cette matière est celui de Bronislaw Geremek dans : *La puissance ou la pitié. L'Europe et les pauvres, du Moyen Age à nos jours* (1987), dont les analyses sur la topographie de la pauvreté dans les cités médiévales sont éclairantes pour les recherches que l'on peut mener sur le monde contemporain.

(79) On n'a fait ici qu'ébaucher ce qui relèverait davantage d'un travail de sociologie de la connaissance. La référence à la conception durkheimienne du lien social ap-

paraîtrait ainsi comme l'une des clés de l'adoption de la notion d'exclusion dans le contexte français : ce que soulignait d'ailleurs le rapport de Philippe Nasse pour le Commissariat général au plan. L'examen de la notion d'underclass montrerait qu'elle doit paradoxalement peu à une théorie des classes sociales : Ruwen Ogien remarquait déjà dans *Théories ordinaires de la pauvreté* (1983), p. 15, que l'*International Encyclopedia of Social Sciences* de 1968 ne traitait des classes sociales, et en particulier de cette lower class dont on a vu qu'elle prélude à l'underclass, que sous la rubrique «Social stratification». Enfin, la génèse de la marginalidad établirait qu'elle s'inscrit dans un modèle, celui de la dépendance, qui a servi à penser les rapports de force au niveau mondial à travers l'opposition centre/périphérie : comme le suggère la lecture du chapitre sur la «marginalisation» dans l'ouvrage de Samir Amin : *Le développement inégal. Essais sur les formations sociales du capitalisme périphérique* (1973), pp. 208-214, la marginalisation des citadins pauvres reproduit à l'échelle de la ville la marginalisation des pays pauvres à l'échelle de la planète.

Dedans/dehors, haut/bas, centre/péphérie : on a en effet trois manières de mettre en espace la société et d'y situer ceux qui lui posent problème, avec, commune aux trois figures, l'idée d'une solution de continuité dans l'espace social, comme l'expriment les mots dualisme ou dualisation, fracture ou coupure fréquemment employés. L'exclusion place une partie de la population à l'extérieur de frontières fictives de la société. L'underclass la met au-dessous de l'échelle sociale habituelle. La marginalidad la situe à la périphérie d'un monde social référé à un centre. Le point de rencontre entre les trois topologies sociales est ainsi bien dans l'accréditation de l'existence d'un monde partagé entre deux catégories dont l'une correspond à la norme sociale dominante et l'autre se trouve rejetée à l'extérieur d'une frontière qui se redessine sans cesse. En présentant ainsi comme une réalité discontinue la continuité du monde social, en remplaçant l'inégalité par l'exclusion, en situant l'underclass au-delà des rapports de classes, en plaçant la marginalidad à la périphérie de l'espace social, on renonce à interpréter la relation dialectique qui lie les agents et les groupes sociaux. S'attacher à découvrir ce que recèlent les termes par lesquels on désigne aujourd'hui la pauvreté urbaine, c'est donc tenter de mettre au jour le processus par lequel une construction idéologique se donne à lire comme une simple description, reflet fidèle et neutre de la réalité sociale.

Cet effort est d'autant plus nécessaire que les mots ont ici leur poids. Les termes choisis pour qualifier la pauvreté urbaine participent en effet de la stigmatisation de ceux qui en sont les victimes (80). Le vocabulaire entérine et renforce la séparation radicale entre les insérés et les exclus, le mainstream et l'underclass, ceux qui trouvent place dans la société et ceux qui sont à ses marges. Utilisées par les administrations publiques, légitimées par les sciences sociales et maintenant entrées dans le langage commun, les trois notions contribuent à les faire exister en tant que réalité en transformant le regard voire l'action de ceux qui y recourent (81). Elles

(80) Dans le texte de 1991 déjà cité, Paul Peterson note : « "Class" est la moitié la moins intéressante du mot. Bien qu'elle implique une relation entre un groupe social et un autre, les termes de cette relation sont laissés sans définition jusqu'à ce qu'ils soient combinés avec le mot familier "under". Cette transformation d'une préposition en adjectif n'a rien de la vigueur de "working", de la banalité de "middle" ou du caractère lointain de "upper". "Under" évoque plutôt l'origine modeste, la passivité, la soumission, et tout à la fois la mauvaise réputation, le danger, la perturbation, l'obscurité, le mal » (p. 3). Le choix de cette expression pour désigner des populations en très grande majorité noires n'est évidemment pas sans lien avec

l'histoire de ce groupe aux Etats-Unis, ainsi que le montrent Joe William Trotter dans : « Blacks in the urban North. The "underclass question" in historical perspective » et Thomas Sugrue dans : « The structure of urban poverty. The reorganization of space and work in three periods of American history », dans *The « underclass » debate. Views from history*, M.B. Katz ed. (1993).

(81) Comme le remarque, dans *Banlieues en difficultés. La relégation* (1991) pp. 55-81 et pp. 85-117, Jean-Marie Delarue, qui a animé en France la politique dite de la ville au début des années quatre-vingt-dix, les cités sont aussi construites par le « regard des habitants de la ville qui n'y résident pas ». (p. 29)

fournissent ainsi un système de classement qui fonctionne également comme un dispositif de déclassement (82), tant est forte leur valeur performatif. Les comparaisons sont là encore instructives. Si, aux Etats-Unis, l'underclass a d'emblée donné lieu, à travers les interprétations culturelistes, à un discours de disqualification, dont l'une des formes les plus classiques consiste à blâmer les victimes, c'est-à-dire à tenir les pauvres pour responsables de leur condition (83) – analyse qui a également prévalu dans les thèses néo-libérales en Amérique latine –, en revanche, on constatait qu'en France, jusqu'à une période récente, ce type de raisonnement n'avait pas cours. Cela tenait probablement à la fois au fait qu'un consensus social semblait s'être établi autour d'une dramatisation de la condition des exclus que l'on considérait comme déterminée avant tout par la dure loi de l'économie de marché et, peut-être plus encore, parce que personne ne devait plus se sentir totalement protégé du « risque d'exclusion » (84). Ces temps changent et l'exception française s'efface avec la multiplication des prises de position, à commencer par celles de plusieurs ministres chargés directement de ce dossier, qui mettent en avant les comportements des individus pour expliquer leur chute ou leur maintien dans une situation d'exclusion : la « culture du "RMI" » n'est ainsi qu'un avatar de la « culture de la pauvreté ». Nouveau discours qui annonce et justifie par anticipation des mesures de réduction de l'intervention publique, considérée par beaucoup comme contre-productive, et parfois de répression à l'égard du désordre social qu'occasionne la pauvreté, ainsi qu'on l'a vu avec l'interdiction de la mendicité dans plusieurs villes de France. On aurait tort de voir dans cette évolution de simples faits anecdotiques ou conjoncturels, car le mode de désignation des pauvres contribue à orienter les

(82) Ce qu'a étudié notamment Louis Gruel dans : «Conjurer l'exclusion. Rhétorique et identité revendiquée dans des habitats socialement disqualifiés», *Revue française de sociologie*, 1985, pp. 431-453 : suivant les analyses d'Erving Goffman sur les processus de stigmatisation, il s'y livre à une exploration des réponses que les habitants des cités développent pour vivre leur condition de stigmatisé.

(83) La distinction entre «deserving poor» et «undeserving poor» constitue, pour Michael B. Katz, la principale ligne de partage dans la géographie symbolique de la société nord-américaine. Il écrit ainsi, aux pages 184 et 185 de l'ouvrage de 1989 déjà cité : «La grande pauvreté évoque deux images distinctes parmi les Américains aisés. Lorsqu'ils paraissent pathétiques, ils sont les homeless ; quand ils semblent menaçants, ils deviennent l'underclass. Bien que l'appartenance à l'un ou l'autre des deux groupes se

recoupe, le discours public les divise implicitement en fonction du degré de leur responsabilité dans la situation dont ils font l'expérience ».

(84) Selon l'expression employée, d'abord dans les rapports du Commissariat général au plan, puis dans l'étude du Centre d'étude des revenus et des coûts : *Précarité et risque d'exclusion en France*, sous la direction de Serge Paugam, (1993). D'après cette enquête, environ la moitié de la population active se trouverait aujourd'hui en situation de fragilité potentielle ou avérée, sur le plan économique et social. Dans la mesure où, pour les individus disposant d'une activité et d'un revenu stables, «les problèmes commencent soit par la difficulté d'accéder à un emploi ou de le conserver de façon durable, soit par des difficultés d'ordre affectif ou relationnel», personne ne peut plus guère se prétendre complètement à l'abri de l'exclusion.

attitudes et à légitimer les politiques que l'on adopte à leur égard. La rhétorique de l'exclusion, de l'underclass et de la marginalidad, outre qu'elle rend mal compte des réalités qu'elle prétend nommer, est de ce point de vue marquée par son ambivalence idéologique, puisqu'elle sert à dénoncer alternativement la pauvreté et les pauvres. Sa substitution au langage de l'inégalité ne correspond pas seulement à une transformation du monde social, mais également à une nouvelle façon de l'appréhender.

\*  
\* \*

Si donc, comme l'écrit Mary Douglas dans la citation placée en exergue de ce texte, les hommes se font une image de la société en lui donnant des frontières extérieures, des régions marginales et une structure interne, grâce auxquelles ils sont en mesure de rendre compte de leurs relations et même d'intervenir sur le cours de leur histoire, ils tracent également à l'intérieur de leur monde social une série de limites par lesquelles ils peuvent penser leurs différences et construire leur identité. L'idée d'une discontinuité dans l'espace social, telle qu'elle s'exprime à travers les notions d'exclusion en France, d'underclass aux Etats-Unis et de marginalidad en Amérique latine, est une tentative d'organiser mentalement, mais aussi pratiquement, des phénomènes mettant en cause les principes qui fondent l'ordre de la société. D'où, comme on l'a vu, l'hétérogénéité et la variabilité des faits qu'ils recouvrent, puisqu'il s'agit à chaque fois de nommer ce qui « fait problème » dans une société donnée, à un moment donné.

On n'a pas essayé dans ce texte de caractériser les exclus, l'underclass ou les marginados, ni de rendre compte des processus par lesquels les transformations des structures économiques et les formes actuelles de la reproduction sociale aboutissaient à la constitution de nouvelles formes de pauvreté. Des travaux ont été réalisés au cours de la dernière décennie, qui permettent de mieux connaître et comprendre ces phénomènes. Cette approche est nécessaire, elle n'est toutefois pas suffisante. Car il revient aux sciences sociales de s'interroger non seulement sur les réalités socio-logiques qui sont ainsi décrites (les caractéristiques des populations concernées et les processus par lesquels la pauvreté urbaine se développe), mais aussi sur la manière dont ces réalités sont construites, puis traitées par les journalistes, les administrations, le public et les chercheurs eux-mêmes (la façon de les reconnaître, de les nommer, de les expliquer et, finalement, de leur apporter des réponses).

Le parallèle entre les trois cultures, qui vient d'être amorcé dans ce texte, pourrait ainsi se prolonger par une comparaison plus systématique des travaux réalisés sur les thèmes de l'exclusion, de l'underclass et de la marginalidad dans chacun des trois contextes. Il est à cet égard remar-

quable qu'alors que les discussions théoriques, à partir des années soixante-dix en Amérique latine et surtout au cours de la dernière décennie aux Etats-Unis, ont largement porté sur les catégories servant à désigner et à interpréter la pauvreté urbaine, cette question ait été, jusqu'à une période récente, quasi absente du débat intellectuel en France. Comme si l'évidence de l'exclusion s'y imposait à tous avec une telle force et une telle urgence qu'elle n'appelait pas de commentaire sur le phénomène de construction dont elle fait l'objet et même rendait suspecte toute tentative d'analyse critique, immédiatement soupçonnée, dès lors qu'elle dénonçait la réification de l'exclusion, de l'underclass ou de la marginalidad, de vouloir nier l'existence de ce que ces mots sont censés nommer. Le propre des « problèmes sociaux » est certes de se donner à lire comme des faits dont la réalité préexiste à leur énonciation et pour lesquels la seule analyse pertinente concerne les causes et les mécanismes qui les génèrent. Mais c'est alors le travail des sociologues, des anthropologues et des historiens de s'interroger sur les notions à travers lesquelles on pense le réel et de mettre en lumière non seulement la manière dont les hommes produisent le social, mais aussi la façon dont ils le représentent.

Didier FASSIN

*Centre de Recherche sur les Enjeux contemporains en Santé Publiques (CRESP),  
Université Paris-Nord, 74 rue Marcel Cachin, 93017 Bobigny Cedex*

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Adams R.**, 1974. – « Harnessing technological development » dans **J.J. Poggie, R.N. Lynch** (eds), *Rethinking modernization. Anthropological perspectives*, Westport, Greenwood Press, pp. 37-68.
- Affichard J., Foucauld J.-B. de**, 1992. – *Justice sociale et inégalités*, Paris, Editions Esprit.
- Alvarez Béjar A. et al.** 1994. – *Amérique latine. Démocratie et exclusion*, Paris, L'Harmattan.
- Amin S.**, 1973. – *Le développement inégal. Essais sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Editions de Minuit.
- Anderson N.**, 1993. – *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan.
- Aponte R.**, 1990. – « Definitions of the underclass : a critical analysis » dans **H.J. Gans** (ed.) *Sociology in America*, London, Sage, American Sociological Association Presidential Series, pp. 117-137.
- Augé M.**, 1975. – *Théorie des pouvoirs et idéologie. Etude de cas en Côte d'Ivoire*, Paris, Hermann.
- Auletta K.**, 1982. – *The underclass*, New York, Random House.
- Becker H.**, (ed), 1964. – *The other side. Perspectives on deviance*, New York, The Free Press.
- 1985. – *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.

## Revue française de sociologie

- Bourdieu P.**, 1984. – «Espace social et genèse des “classes”», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, pp. 3-12.
- Castel R.**, 1991. – «De l’indigence à l’exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle», dans **J. Donzelot** (dir.) *Face à l’exclusion. Le modèle français*, Paris, Edition Esprit, pp. 137-168.
- 1995. – *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- Castells M.**, 1971. – *Problemas de investigación en sociología urbana*, Mexico, Siglo xxi Editores.
- Cornelius W.A.**, 1975. – *Politics and the migrant poor in Mexico city*, Stanford, Stanford University Press.
- De l’exclusion et de ses remèdes*, 1994. – *Revue française des affaires sociales*, 18 (2).
- Delarue J.-M.**, 1991. – *Banlieues en difficultés*, Paris, Syros/TEN.
- Donzelot J., Estèbe P.**, 1994. – *L’Etat animateur. Essai sur la politique de la ville*, Paris, Editions Esprit.
- Fassin D.**, (à paraître). – «Marginalidad et marginados. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique latine», dans **S. Paugam**, *L’état de l’exclusion*, Paris, La Découverte.
- Fassin E.** 1993. – «Dans des genres différents : le féminisme au miroir transatlantique», *Esprit*, 196, p. 103.
- Ferréol G.** (ed), 1993. – *Intégration et exclusion dans la société française contemporaine*, Lille, Presses Universitaires de Lille.
- Fragonard B.**, 1993. – *Cohésion sociale et prévention de l’exclusion*, Paris, La Documentation française.
- Gans H.J. (ed)**, 1990. – *Sociology in America*, London, Sage.
- Geremek B.**, 1987. – *La potence ou la pitié. L’Europe et les pauvres, du Moyen Age à nos jours*, Paris, Gallimard (1<sup>re</sup> édition 1978).
- Glasgow D.**, 1980. – *The black underclass : poverty, unemployment and entrapment of ghetto youth*, San Francisco, Jossey-Bass.
- Godard H.**, 1988. – *Quito, Guayaquil. Evolución y consolidación en ocho barrios populares*, Quito, IFEA/CIUDAD.
- Gordon J.**, 1965. – *The poor of Harlem : social functioning in the underclass*, New York, Office of the Mayor.
- Groupes (Les) à revenu modeste et les moyens de traiter leurs problèmes*, 1965. – Paris, OCDE.
- Gruel L.**, 1985. – «Conjurer l’exclusion. Rhétorique et identité revendiquée dans les habitats socialement disqualifiés», *Revue française de sociologie* 26, 3, pp. 431-452.
- Haghigat C.**, 1994. – *L’Amérique urbaine et l’exclusion sociale*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Harrington M.**, 1962. – *The other America*, New York, MacMillan. (Traduction française : *L’autre Amérique*, Paris, Gallimard, 1967).
- Herpin N.**, 1993. – «Exclusion sociale et pauvreté : un débat américain», *Revue française de sociologie*, 34, 3, pp. 421-439.
- Houchon G.**, 1982. – «La théorie de la marginalité urbaine dans le tiers monde. Etude différentielle du squatting et de l’économie informelle dans leurs aspects criminologiques», *Psychopathologie africaine*, 18, pp. 161-229.
- Houdeville L.**, 1988. – «Février 1954 : la campagne de l’abbé Pierre et un mouvement pour le logement», dans **J.-F. Laé, Numa Murard** (eds), *Mémoire des lieux : une histoire des taudis*, Paris, Ministère de l’Équipement et du Logement, Dossiers des séminaires T.T.S., 5-6, pp. 131-150.
- Jencks C.** (ed), 1992. – *Rethinking social policy. Race, poverty and the underclass*, Cambridge (Ma), Harvard University Press.

- Jencks C., Peterson P.E.**, 1991. – *The urban underclass*, Washington, The Brookings Institution.
- Join-Lambert L.**, 1985. – « Thèse explicative : la pauvreté persistante » dans **A. Fracasse, M.-F. Marques, J. Walter** (eds), *La pauvreté, une approche plurielle*, Paris, ESF, pp. 56-61, [republié partiellement dans *Problèmes politiques et sociaux*, n° 588].
- Kahn T.**, 1964. – *The economics of equality*, New York, League for industrial democracy.
- Katz M.B.**, – 1989. – *The undeserving poor*, New York, Pantheon Books.
- 1993. — « The urban “underclass” as a metaphor of social transformation » dans **M. Katz** (ed), *The “underclass” debate. Views from history*, Princeton, Princeton University Press, pp. 3-23.
- Kirschenman J., Neckerman K.M.**, 1991. – « “We’d like to hire them, but...” : the meaning of race for employers », dans **C. Jenks, P.E. Peterson** (eds), *The urban underclass*, Washington, the Brookings Institution.
- Labbens J.**, 1969. – *Le quart-monde. La pauvreté dans la société industrielle : étude sur le sous-prolétariat dans la Région parisienne*, Pierrelaye, Editions Science et Service.
- Lautier B.**, 1991. – « Les ouvriers n’ont pas la forme. Informalité des relations de travail et citoyenneté en Amérique latine », dans **B. Lautier, C. de Miras, A. Morice** (eds), *L’Etat et l’informel*, Paris, L’Harmattan, pp. 11-76.
- Lenoir R.** 1974. – *Les exclus. Un Français sur dix*, Paris, Le Seuil.
- Levy F.**, 1977. – *How big is the underclass?*, New York, Urban Institute, working paper 0090-1.
- Lewis O.**, 1961. – *Anthropología de la pobreza. Cinco familias*, Mexico, Fondo de Cultura Económica.
- 1963. – *Les enfants de Sánchez. Autobiographie d’une famille mexicaine*, Paris, Gallimard.
- 1965. – « The culture of poverty », *Scientific american*, 215, 4, pp. 19-25.
- Liebermann L.**, 1973. – « Atomism and mobility among underclass Chippewas and Whites », *Human organization*, 32 (4), pp. 337-347.
- Lomnitz L.A.**, 1977. – *Networks and marginality. Life in a Mexican shantytown*, New York, Academic Press.
- Marginaux (Les) et les exclus dans l’histoire*, 1979. – Cahiers Jussieu, 5, Paris, 10/18 UGE.
- Marie A.**, 1981. – « Marginalité et conditions sociales du prolétariat urbain en Afrique. Les approches du concept de marginalité et son évaluation critique », *Cahiers d’études africaines*, 21, pp. 81-83.
- Marx K.**, 1965. – *Capital*, Paris, Gallimard, (1<sup>ère</sup> édition 1867).
- Merriman J.M.**, 1994. – *Aux marges de la ville. Faubourgs et banlieues en France, 1815-1870*, Paris, Le Seuil.
- Messu M.**, 1989. – « L’utilisation des services sociaux : de l’exclusion à la conquête d’un statut », *Revue française de sociologie*, 30, 1, pp. 41-55.
- Milano S.**, 1988. – *La pauvreté absolue*, Paris, Hachette.
- Miras C. de, Ruggiero R.**, 1991. – *Había una vez... pequeñas actividades en la urbe*, Quito, El Conejo.
- Murray C.**, 1984. – *Losing ground. American social policy 1950-1980*, New York, Basic Books.
- Muzzio D.**, 1983. – « The smell in the urban basement », *Urban affairs quarterly*, 19, 1, pp. 133-143.
- Myrdal G.**, 1962. – *Challenge to affluence*, New York, Pantheon Books.
- 1964. – « The war on poverty », *The new republic*, 150 (6), pp. 14-16.
- Nasse P.**, 1991. – *Exclus et exclusions. Connaître les populations et comprendre les processus*, Paris, La Documentation Française.

## Revue française de sociologie

- Noiriel G., 1994. – « Le lexique de la “nationalité” et les problèmes de traduction », dans *Identités culturelles et institutions nationales*, Colloque de l’Institut international de Paris, La Défense, 20 et 31 janvier.
- Nun J., 1969. – « Sobre población relativa, ejercito industrial de reserva y masa marginal », *Revista latinoamericano de sociología*, 5, 2, pp. 178-236.
- Ogien R., 1983. – *Théories ordinaires de la pauvreté*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Paugam S., 1991. – *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses Universitaires de France.
- 1993. – *La société française et ses pauvres*, Paris, Presses Universitaires de France.
- (ed), 1993. – *Précarité et risque d’exclusion en France*, Paris, La Documentation Française.
- Perlman J.E., 1976. – *The myth of marginality. Urban poverty and politics in Rio de Janeiro*, Berkeley, University of California Press.
- Peterson P.E., 1991. – « The urban underclass and the poverty paradox », dans C. Jencks, P.E. Peterson (eds), *The urban underclass*, Washington, The Brookings Institution, pp. 3-27.
- Pimentel Sevilla C., 1988. – *Familia y violencia en la barriada*, Lima, Ediciones TIPACOM.
- Quijano A., 1971. – *Polo marginal de la economía y mano de obra marginada*, Lima, Universidad Católica.
- Rainwater L., 1970. – *Behind the ghetto walls. Blacks families in a federal slum*, Chicago, Aldine.
- Ressources (Les) des ménages par CSP, 1971. – Paris, INSEE.
- Ribadeneira J.C., 1991. – *Pobreza urbana : enfermedad y comportamiento popular*, Abya Yala, CAAP.
- Rosanvallon P., 1995. – *La nouvelle question sociale. Repenser l’Etat-providence*, Paris, Le Seuil.
- Sayad A., 1991. – *L’immigration ou les paradoxes de l’altérité*, Bruxelles, Editions Universitaires, De Boeck Université.
- Schneier G., Sigal S., 1980. – « Marginalité spatiale : Etat et revendications urbaines. Le cas des villes latino-américaines », *Cahiers de l’écodeveloppement*, 13, EHESS, Paris.
- Simmel G., 1990. – « Digression sur l’étranger », dans Y. Grafmeyer, I. Joseph (eds), *Naisance de l’écologie urbaine*, Paris, Aubier, pp. 53-59, (1<sup>ère</sup> édition 1908).
- Stoléru L., 1977. – *Vaincre la pauvreté dans les pays riches*, Paris, Flammarion.
- Sugrue T., 1993. – « The structure of urban poverty. The reorganization of space and work in three periods of American history », dans M.B. Katz (ed), *The « underclass » debate. Views from history*, Princeton, Princeton University Press, pp. 85-117.
- Szindzingre N., 1985. – « Healing is as healing does : pragmatic resolution of misfortune among the Senufo (Ivory Coast) », *History and anthropology*, 2, pp. 33-57.
- Soto H. de, 1986. – *El otro sendero. La revolución informal*, Lima, Oveja Negra.
- Touraine A., 1992. – « Inégalités de la société industrielle, exclusion du marché », dans J. Affichard, J.-B. de Foucauld (eds), *Justice sociale et inégalités*, Paris, Editions Esprit, pp. 163-174.
- Trotter J.W., 1993. – « Blacks in the urban North. The “underclass question” in historical perspective » dans M.B. Katz (ed), *The « underclass » debate. Views from history*, Princeton, Princeton University Press, pp. 55-81.
- Verdès-Leroux J., 1978. – *Le travail social*, Paris, Editions de Minuit.
- Wacquant L., 1992. – « Pour en finir avec le mythe des “cités-ghettos”. Les différences entre la France et les Etats-Unis », *Annales de la recherche urbaine*, 54, pp. 20-29.
- 1992. – « Banlieues françaises et ghetto américain. De l’amalgame à la comparaison », *French politics and society*, vol. 10 (4), pp. 81-103.

- Wilson W.J.**, 1980. – *The declining significance of race. Blacks and changing American institutions*, Chicago, University of Chicago Press, (1<sup>ère</sup> édition 1978).
- 1987. – *The truly disadvantaged. The inner city, the underclass and public policy*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Wuhl S.**, 1991. – *Du chômage à l'exclusion. L'état des politiques, l'apport des expériences*, Paris, Syros.
- Wrésinski J.**, 1987. – *Grande pauvreté et précarité économique et sociale*. Rapport au Conseil économique et social, Journal Officiel de la République française.